UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Etude psycho-sociologique de l’impact de la société régionale de développement Kirimiro sûr la population bénéficiaire

Mvuyekure, Béatrice; Sous la direction du professeur : Gabriël Ntunaguza, Ph: D

1990-01
UB, FPSE
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/859

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DE PSYCHOLOGIE ET DES SCIENCES DE L'EDUCATION

ETUDE PSYCHO-SOCIOLOGIQUE DE L'IMPACT DE LA SOCIETE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DU KIRIMIRO SUR LA POPULATION BENEFICIAIRE

Par

MVUKIYE Béatrice.

Sous la direction du professeur Gabriël NTUNAGUZA, Ph. D.

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Licencié en Sciences de l'Education.

A mes chers parents

A mon frère Godefroid

A toutes mes soeurs.

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS.

L'élaboration du présent travail ayant bénéficié de la contribution de plusieurs personnes, il nous est agréable de leur exprimer notre profonde gratitude.

Nous pensons en tout premier lieu au professeur Gabriël NTUNAGUZA qui nous a généreusement dirigée dans cette recherche.

Nous pensons également à tous nos informateurs, spécialement les paysans bénéficiaires des activités de la S.R.D KIRIMIRO auprès de qui nous avons mené notre enquête, et les responsables et agents de cette S.R.D. Nous leur disons tous "Grand merci".

Que tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de ce travail puissent, à chaque page, lire le couronnement de leurs efforts. A la famille CISHAHAYO, à BIGIRIMANA Jean-Baptiste et à NIJIMBERE Anicet, nous disons "Grand merci".

Il nous est une agréable occasion d'exprimer notre profonde gratitude à tous ceux qui ont contribué à notre éducation. C'est à eux que nous devons ce que nous sommes.

Que notre famille, Madame NSABIMANA Caritas et les siens trouvent également, ici, l'expression de nos profonds sentiments de gratitude pour tous les services que nous leur devons.

MVUKIYE Béatrice.-

LISTE DES ABREVIATIONS.

1. C.D.R. : Centre de Développement Rural
2. COOPEC : Coopérative d'Epargne et de crédit
3. F : Féminin
4. F.A.O. : Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation.
5. F.I.D.A. : Fonds International de Développement Agricole
6. I.D.A. : Association International de Développement
7. M : Masculin
8. N° : Numéro
9. SOMEBU : Société Mixte d'Etudes du BURUNDI
10. S.R.D. : Société Régionale de Développement
11. UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
12. UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

TABLE DES MATIERES

	Pages
DEDICACE	I
REMERCIEMENTS	II
LISTE DES ABREVIATIONS	III
TABLE DES MATIERES	IV
0. INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE	5
CHAPITRE I : Justification et délimitation du sujet	5
I.1. Justification	5
I.2. Délimitation du sujet	8
CHAPITRE II: Définition des concepts de base	9
II.1.Le développement	9
- Des indices du développement	14
- Des indices du sous-développement	15
II.2.Le développement rural	17
II.3.Projet et Opération de développement rural	18
II.3.1. Projet de développement rural	18
II.3.2. L'opération du développement rural	20
1. La phase de mise en place de l'opération	21
2. La phase de "rodage" et d'expéri mentation	21
3. La phase de fonctionnement normal de l'opération	22
II.4.La participation	22
II.5.Le niveau de vie	26
II.6.L'impact	28

Pages

CHAPITRE III: La S.R.D. KIRIMIRO et sa zone d'intervention..... 30
III.1.Présentation de la zone d'intervention..... 30
III.1.1.Situation de la région naturelle du KIRIMIRO par rapport à l'ensemble du pays..... 30
III.1.2.La couverture géographique du projet en 1987..... 32
III.1.3.Caractéristiques..... 34
III.2.Présentation de la S.R.D. KIRIMIRO..... 35
III.2.1. Historique du projet..... 35
III.2.2. Objectifs..... 36
III.2.3. Structure..... 37
- Organigramme..... 38
III.2.4. Quelques composantes du projet..... 39
III.2.4.1. La caféiculture..... 39
III.2.4.2. Le traitement du café..... 39
III.2.4.3. Les cultures vivrières..... 40
III.2.4.4. La protection des terres et la production du bois..... 40
III.2.4.5. Amélioration de la santé rurale. 40
III.2.4.6. Le tracé des pistes de pénétration sur les collines... 41

CHAPITRE IV: Considérations méthodologiques..... 42
IV.1. La problématique..... 42
IV.2. Les hypothèses de recherche..... 44
- Quelques précisions..... 44
- Elucidation de certains termes..... 45
1. La sécurité sociale..... 45
2. L'épargne..... 46
3. Le système de santé..... 47

Pages

IV.3. La méthode de travail :
l'interview..... 48
IV.3.1. Description de l'interview..... 48
IV.3.2. Motivation du choix de cette méthode.; 49
IV.3.3. La population d'enquête..... 50
IV.3.4. La pré-enquête..... 51
IV.3.5. L'enquête..... 53
a)L'échantillonnage..... 53
b)L'enquête proprement dite..... 55
IV.3.6. Le dépouillement..... 59

DEUXIEME PARTIE: PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES..... 60

CHAPITRE I : Présentation des données..... 60

CHAPITRE II : Analyse et interprétation..... 66

II.1. Acceptation de la S.R.D. KIRIMIRO par la population rurale..... 66

II.1.1.Les mobiles qui sont à la base de la participation aux diverses activités de la S.R.D. sont les avantages que la population en tire.. 66

II.1.2.L'image que la population bénéficiaire a de la S.R.D. KIRIMIRO est positive..... 68

II.2. Amélioration des conditions de vie..... 72

II.2.1. L'alimentation et la nutrition..... 72

II.2.2. L'épargne..... 74

II.2.3. L'habillement..... 76

II.2.4. L'habitation..... 77

II.2.5. L'éducation..... 79

II.2.6. La santé..... 80

II.2.7. Les conditions de travail..... 83

II.2.8. La sécurité sociale..... 85

II.2.9. Les possibilités de transport..... 87

Pages

TROISIEME PARTIE : SYNTHESE DES RESULTATS ET CONCLUSION GENERALE

III.1. Synthèse des résultats..... 89
III.2. Conclusion générale..... 92

BIBLIOGRAPHIE..... 98

ANNEXES

I. Le guide d'entretien..... i
II. Liste des cartes..... IVi
III. Liste des tableaux..... vi

I N T R O D U C T I O N.

L'homme est un être de besoins. Toutes les activités qu'il entreprend visent la satisfaction de ses besoins. Aussi, pouvons-nous dire que les rapports que l'homme entretient avec le monde revêtent un intérêt particulier. Les besoins humains ont toujours été une création de l'histoire et des structures sociales, variant dans le temps et dans l'espace. Cependant, nous reconnaissons avec MALINOWSKI l'existence des besoins dits universels parce que liés à la physiologie, en l'occurence le...

> "... besoin de nourriture, de reproduction, de protection contre les dangers du monde extérieur." (1)

A côté de ces besoins que l'on qualifie communément de "primaires", il existe aussi des besoins "dérivés" qui résultent de la vie en groupe. C'est par exemple le besoin de l'éducation des enfants, le besoin de communication, etc.

A tout besoin, l'homme tente toujours d'apporter quelque satisfaction. C'est ainsi que, par exemple, le langage est la solution apportée au besoin de la communication entre l'homme et ses semblables; le besoin de nourriture quant à lui a donné naissance aux diverses techniques de travail. L'homme est en général animé par un désir de vaincre les contraintes de la nature. A cet effet, il a, au cours de son évolution, créé un ensemble de techniques de travail. Ses activités sont de nos jours très diversifiées.

Avec le développement des sciences économiques, les chercheurs se sont vite saisis de ce sujet concernant les activités productrices de l'homme. Une des orientations de travail a été la recherche d'une classification de ces activités. Quel que soit le critère choisi, la plupart des auteurs les ont classées en trois secteurs: le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire.

---

(1) PELICIER (Yves), Dir, Univers de la Psychologie, V1, Paris Editions Lidis, 1977 - 1978, p.277

Selon le Dictionnaire économique et social de BRANCIARD (1), dans le secteur primaire figurent les activités proches de la nature comme l'agriculture, la pêche, la sylviculture. On y a rangé parfois l'industrie extractive. Dans le secteur secondaire trouvent place essentiellement l'industrie, le bâtiment et parfois les transports. Le secteur tertiaire pour sa part est le plus hétérogène puisqu'il renferme tout ce qui ne figure pas dans les deux précédents. Nous pouvons citer l'éducation, le commerce, l'administration, les professions libérales, l'informatique, etc.

Dans ce travail, notre intérêt portera uniquement sur le secteur primaire, en particulier le monde rural.

Le Burundi vit en grande partie des activités agro-pastorales. D'après le recensement de 1979 quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) de la population sont agricoles. Il n'y a pas longtemps, la production des Barundi n'avait qu'un seul but: assurer la simple subsistance des unités de production que sont les ménages. Le système colonial et ses contraintes ont lancé le BURUNDI dans les rouages de l'économie internationale. Les nouveautés furent l'exportation de nouvelles cultures industrielles venues de la métropole comme le café, le coton, le thé, ... et l'importation des biens de consommation répondant aux exigences ponctuelles. L'économie est devenue monétarisée. Dans ce nouveau système économique, les ménages doivent produire beaucoup pour satisfaire leurs besoins devenus aussi multiples que diversifiés, singulièrement celui de l'alimentation. L'argent obtenu suite à la vente du surplus de la production est utilisé pour les soins de santé, l'habillement, la scolarisation des enfants, l'achat de biens de consommation divers,... qui sont des besoins créés par le nouveau mode de vie. Dans ces conditions, les ménages continuent à lutter sans arriver à couvrir totalement l'objectif visé. Par exemple, l'on remarque, au cours de l'année agricole certaines périodes de pénurie alimentaire. Au problème de l'exiguité des terres cultivables par rapport à la population croissante s'ajoute celui des terres qui deviennent de plus en plus infertiles. Peut-être une amélioration de cette situation procéderait-elle de la révision des

(1) BRANCIARD (M), Dictionnaire économique et social, coll. Initiation économique, Ed. Economie et Humanisme, les Editions Ouvrières, Paris, 1978, pp 451 - 452.

techniques et méthodes de travail utilisées par le paysan burundais. La diversité des besoins de notre monde rural appelle impérativement une rentabilisation des ressources disponibles. C'est ainsi que des structures d'encadrement ont été mises en place dans les provinces et communes. Il s'agit notamment :

- des Sociétés Régionales de Développement (S.R.D.) (1)
- des Centres Agricoles de Développement Intégré (CADI)
- des Coopératives
- des Centres de Développement Rural (C.D.R.)

Le but de ces institutions est d'encadrer et d'encourager les agriculteurs et les éleveurs à dépasser l'auto-subsistance pour améliorer leurs performances dans la production et, ipso facto, leurs conditions de vie.

La structure d'encadrement de la population rurale qui constitue la polarisation de l'intérêt de notre travail de recherche est une Société Régionale de Développement, la S R D KIRIMIRO. Les S.R.D. se sont, dans notre pays, assignées des objectifs multiples notamment l'amélioration de la productivité des cultures vivrières et des cultures de rapport, le reboisement des espaces naturels et la lutte anti-érosive, la promotion des services sociaux tels que l'éducation, la santé, l'aménagement des sources d'eau potable, etc.

Nous assistons conséquemment à un processus de transformation du milieu rural dans lequel deux réalités hétérogènes sont confrontées :

- une structure institutionnelle, extérieure au milieu, la S.R.D. avec ses moyens matériels et humains, son programme de transformation et son style de fonctionnement ;
- la réalité sociale et économique que représentent les communautés rurales de la région de KIRIMIRO, leurs mécanismes d'adaptation par la transformation du milieu, leurs conditions de vie envisagées sur les plans social et économique.

(1) Désormais elles seront notées sous cette abréviation.
Pour tous les autres sigles, se rapporter à la page III

Face à une telle situation, nous nous posons la question de savoir quel peut être l'impact d'une S.R.D., en l'occurence la S.R.D. KIRIMIRO sur la vie générale de la population rurale bénéficiaire de ses activités. Le présent travail que nous avons intitulé "Etude Psycho-sociologique de l'impact de la Société Régionale de Développement du KIRIMIRO sur la population bénéficiaire" cherche à répondre à cette interrogation.

Précisons d'emblé que l'étude fait partie d'un projet de recherche de plus grandes dimensions: "Evaluation psycho-sociologique des projets de développement et leur impact sur la mentalité des bénéficiaires", qui est en train d'être mené par le professeur Gabriël NTUNAGUZA de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education à l'Université du BURUNDI.

Si l'étude que nous allons mener porte seulement sur la S.R.D. KIRIMIRO, il faut noter que, simultanément, d'autres projets de développement sont en train d'être évalués par d'autres étudiants.

Le travail s'articulera en trois principaux volets: la première partie sera consacrée au support théorique de la recherche. Après un préliminaire sur la justification et la délimitation du sujet, cette première partie procédéra par la définition des concepts de base, la présentation de la Zone d'intervention du projet, la description du projet lui-même ainsi que les considérations méthodologiques. Un deuxième temps sera consacré à la présentation, l'analyse et l'interprétation des données de notre enquête. Le volet ultime prendra figure d'une synthèse des résultats et donnera lieu à une conclusion générale.

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE

CH.I. Justification et Délimitation du sujet.

I.1. Justification.

De par la trame du sujet de notre travail, on pourrait se emander pourquoi un tel choix si l'on est formé en Sciences de l'édu- ation. Nous avons d'ores et déjà souligné que le processus de transfor- ation d'un milieu rural par un projet de développement fait confronter eux réalités hétérogènes: la structure institutionnelle et la Zone 'intervention du projet ont chacune leur logique spécifique. Le degré 'adéquation ou de compatibilité existant entre ces logiques conditionne e succès ou l'échec de l'opération du développement rural. Selon un apport du Ministère français de la coopération et du développement,

> "l'échec prend la forme d'un rejet du projet par le milieu, le succès par contre d'une prise en charge par les communautés rurales du projet. Ce dernier s'inscrit alors dans le milieu de manière organique à la manière d'une greffe. Dans ces conditions, l'opération de développement rural réussie apparaît comme le processus de transformation résultant d'une bonne combinaison des éléments de changements propres au projet et des capacités de changement des communautés auxquelles il s'applique"(1)

Cette considération nous conduit à dire que la réussite des rogrammes de la S.R.D. KIRIMIRO repose pour l'essentiel sur l'accepta- .on par la population concernée des techniques et méthodes de travail roposées. Cette acceptation ne peut pas se faire d'elle-même sans une ducation adéquate menée en profondeur et avec méthode. Les objectifs ; les programmes fixés ne sauraient réussir sans la compréhension des ijeux par la population et sa participation massive dans leur mise en euvre.

) République française, Ministère de la Coopération et du Développement, Guide des enquêtes statistiques pour le suivi des opérations de développement rural, Coll."Méthodologie de la planification", SEDES, Paris, 1981, pp 18 - 19

Le mot "éducation" étant ici évoqué, nous voyons bien que notre projet de développement rural revêt également un aspect éducatif. Etant formée en sciences de l'éducation, il est donc de notre droit et de notre devoir de réfléchir sur des institutions éducatives.

L'action éducative menée par la S.R.D. KIRIMIRO au profit de la population rurale s'inscrit dans le cadre de l'Education des Adultes, un secteur de l'éducation auquel l'UNESCO attache actuellement un grand intérêt. Cette organisation internationale conçoit l'Education des adultes comme un des meilleurs moyens de développement pour les pays du Tiers-Monde dont le BURUNDI fait partie. En effet, il faut amener la population bénéficiaire des projets de développement rural à utiliser les nouvelles techniques de travail dont elle n'a au départ aucune connaissance. Dans le cas particulier de la S.R.D. KIRIMIRO, la population bénéficiaire apprend à travers l'exécution des programmes de vulgarisation et d'encadrement. Les techniques et théories à vulgariser sont d'abord exposées au cours des réunions tenues par des assistants agricoles pour être ensuite démontrées et pratiquées dans les champs des participants.

Selon certaines théories pédagogiques, tout éducateur doit avoir des objectifs à poursuivre dans sa tâche, et ceux-ci doivent être l'objet d'une évaluation, soit pendant la formation, soit à la fin de celle-ci, la première forme étant évidemment la meilleure parce qu'elle permet de déceler les erreurs et les faiblesses à temps afin d'y apporter les solutions adéquates. Les projets de développement rural, institutions ayant entre autres missions celle d'éduquer la population bénéficiaire, peuvent aussi être un objet d'évaluations.

Les sortes d'évaluations sont diverses, variant selon le critère de classification considéré. Si l'on se place sous l'angle des agents de l'évaluation, on distigue l'évaluation interne et l'évaluation externe.

"Une évaluation est dite interne quand elle est construite et notée par le maître qui a enseigné la matière et subie par les élèves qui ont reçu l'enseignement dans le cadre d'une classe ou d'une école. Elle est externe quand l'examen est organisé et noté par des jury indépendants des écoles" (1)

Sous ce rapport, l'évaluation dont il sera présentement question pour la S.R.D. KIRIMIRO est une évaluation externe. Nous entendons ici par évaluation, la détermination de la situation réellement créée par l'installation de la S.R.D. KIRIMIRO et ses structures de fonctionnement.

---

1) MAJANGANYA (Pierre), Cours de Docimologie, Première licence-Université du BURUNDI-FPSE, Inédit, 1986-1987

I.2. Délimitation du sujet

L'évaluation complète d'une Société Régionale de Développement couvrirait les aspects administratif, financier, technique, économique et psycho-sociologique.

En partant d'une considération pédagogique sur l'évaluation selon laquelle

> "Evaluer c'est calculer l'écart entre une situation projetée et une situation réellement obtenue. Une fois l'écart mesuré, il faut rechercher ses causes. Il faut évaluer chaque élément du système pédagogique, ainsi que la cohérence de celui-ci. Enfin on identifie les nouveaux besoins et on écarte toutes les difficultés" (1)

Nous pouvons affirmer l'importance des services de suivi au sein des projets de développement rural. Nous rejoignons ici les considérations du Ministère français de la coopération et du développement selon lesquelles

> "L'ensemble des enquêtes de suivi a pour fonction principale de fournir les éléments d'appréciation nécessaires à l'exercice d'une maîtrise sur le processus de transformation du milieu rural, tout au long de l'opération d'intervention"(2)

Le même ouvrage distingue deux types principaux d'enquêtes de suivi :

a) Des enquêtes polarisées sur les transformations écologiques du milieu
b) Des enquêtes polarisées sur les transformations économiques et sociales du milieu.

Pour notre part, nous nous pencherons singulièrement et uniquement sur ces dernières. Il nous reviendra de les centrer sur les structures de production, telles que les ménages à l'intérieur desquels peuvent s'opérer nombreuses transformations. Seul l'aspect psycho-sociologique fait objet de notre recherche. Cette étude sera menée par le biais d'une approche des transformations dues, de manière plus ou moins immédiate, aux réalisations du projet de développement qu'est la S.R.D. KIRIMIRO. Ces transformations psycho-sociologiques traduisent l'impact que peut avoir l'ampleur des réalisations globales du projet sur la population.

---

(1) MAJANGANYA (Pierre), Op. cit.

(2) République française, Ministère de la Coopération et du développe-

CH.II. Définition des concepts de base

II.1. Le développement.

Beaucoup de chercheurs ont réfléchi sur l'étendue sémantique du concept de "développement". Celui-ci a subi et continue de subir des interprétations différentes en fonction des intérêts ou des tendances de tout un chacun. Dans les lignes qui suivent, nous allons essayer de souligner ce que revêt la notion de développement dans le cadre d'une institution comme la S.R.D. KIRIMIRO.

Une exploration de divers points de vue et des définitions proposées sur ce concept dégage d'autres notions prises pour ses synonymes. Ce sont notamment la croissance, l'évolution, le progrès, l'épanouissement, la promotion, la dynamique,... Mais ne faudrait-il pas noter que ces notions ne désignent guère exactement une même réalité. Une analyse de la polémique qui s'y rapporte nous porte à admettre que le développement est un concept vague, difficile à définir. Le mot s'applique à beaucoup de domaines: la biologie, l'histoire, l'économie, la psychologie, la sociologie, la politique, etc... Et dans toutes ces disciplines, il est une extrapolation du sens qui lui est attribué en biologie, à savoir la "croissance".
La notion de croissance s'est imposée d'abord à l'esprit humain par l'observation de l'augmentation de taille des êtres vivants. Puis l'emploi du mot s'est élargi, soit par application à divers produits de leurs activités, soit par simple confusion avec le terme plus général d'accroissement.

Nous pouvons dire en général que le développement est un processus de transformations tant quantitatives que qualitatives, faisant passer l'objet qui les subit d'un niveau bas à un autre plus élévé. Dans le présent travail, cet objet est la zone d'intervention de la S.R.D. KIRIMIRO avec ses ressources matérielles et humaines. Encore convient-il de souligner que les transformations dont il sera question sont surtout d'ordre économique et par conséquent revêtent un caractère psycho-social. L'ensemble de ce processus doit conduire à un état présumé meilleur.

Ça et là on parle parallèlement de la question du développement et de celle du sous-développement. Comme Yves Benot le dit :

"Développement et sous-développement sont deux faits liés entre eux..." (1)

Si les deux phénomènes sont liés entre eux, quel est alors celui qui aurait précédé l'autre ? Selon le Dictionnaire économique et social de BRANCIARD,

"Le mot développement est apparu d'abord dans l'expression sous-développement employée au lendemain de la seconde Guerre Mondiale par les documents internationaux pour caractériser l'état des pays où le faible niveau de vie était considéré comme anormal par les peuples à niveau de vie élevé et ressenti également comme anormal par les dirigents des peuples en question"(2)

Aujourd'hui, l'on considère que le monde est subdivisé en trois grands ensembles:

1. un ensemble de pays "développés" qui comprend plus ou moins toute l'Europe non socialiste, les Etats-Unis et le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande, l'Israël, l'Afrique du Sud dans sa partie minorité blanche, et le Japon.
2. Les pays socialistes: même là où leur niveau de développement n'est pas comparable à celui du premier groupe, ils ne peuvent être tenus pour sous-développés.
3. Enfin vient tout le reste du monde, l'univers du sous-développement. Les appellations de ce dernier sont multiples: pays sous développés, pays en voie de développement, pays à bas revenus, Tiers-Monde, pays pauvres,...

---

(1) BENOT (Yves), Qu'est-ce que le développement, Paris, Maspero 1973, p 12

(2) BRANCIARD (M), Op.cit., p 164

La tendance actuelle est de remplacer l'expression "pays sous-développés" par "pays en voie de développement, expression qui sous-entend que ces pays connaîtraient simplement un retard sur la ligne qui a mené les pays riches à leur situation actuelle. GALBRAITH Corrobore cette idée dans ces propos :

> "Les pays neufs n'ont qu'à créer de nouveau, sous une forme rudimentaire, ce que les pays plus développés possèdent déjà. Le développement est l'imitation fidèle des développés". (1)

Le consensus des années 1950 supposait que les pays industrialisés constituaient des modèles pour ce que les pays en voie de développement devaient réaliser s'ils voulaient des changements. Mais finalement au cours des années 1960, ce consensus a été remis en cause. En effet, les réalités locales dans les pays en voie de développement étant tout autres que celle des pays industrialisés, ces derniers ne doivent en aucun cas constituer un modèle de développement. Des solutions spécifiques aux caractéristiques du Tiers-Monde sont plutôt celles qu'il faut rechercher. Ce n'est pas parce qu'une organisation particulière - un service - existe dans tel pays avancé qu'elle constitue un facteur important de développement pour n'importe quelle société. C'est ainsi qu'une redéfinition du concept s'est avérée nécessaire.

* Le "développement économique" tel que nous l'entendons ici se définit à travers le concept de "croissance économique". Selon une définition de PERROUX, la croissance économique est une

> "augmentation soutenue de la production totale et de l'emploi" (2)

HAGEN, pour sa part, attribue deux significations à la notion de développement économique :

1. "On l'utilise pour désigner la croissance économique à laquelle s'ajoute l'amélioration de la répartition du bien-être matériel à l'intérieur des pays à bas revenu.

---

1) GALBRAITH (John K), les conditions du développement économique, Edition revue et augmentée, Cambridge, 1964, p 16

2) LAMBERT (Denis-Clair) citant F. PERROUX in "Les économies du Tiers-Monde", Paris, Colin, 1974, p. 10

Dans ce sens, elle implique une amélioration de l'alimentation, des services de santé, et de l'éducation des familles aux revenus les plus bas; la réduction de la mortalité infantile dans ces familles; et une élévation de la dignité de leur vie. Ces transformations n'accompagnent pas nécessairement la croissance économique; en réalité, la croissance économique peut rendre les familles les plus pauvres plus pauvres encore".

2."On utilise aussi l'expression 'développement économique', de façon technique, pour désigner tous les effets complexes de la croissance, voulus ou non, bénéfiques, préjudiciables ou neutres: les transformations dans les types de biens produits, les méthodes pour les produire et la structure de l'emploi. On l'utilise aussi pour désigner les transformations dans le taux de croissance de la population, le commerce extérieur, et l'urbanisation,... et dans la répartition du bien-être matériel"(1)

De par ces deux significations que HAGEN attribue au processus de développement économique, nous constatons que ce dernier est le prolongement et le dépassement de la croissance économique. Il dépend donc d'elle. C'est le point de vue de LAMBERT quand il précise que

"construire le développement sans promouvoir la croissance économique ou sans en payer le prix est pure utopie, car ce développement est seulement très partiel. Le développement présente un contenu culturel, politique, social autant qu'économique et l'une des finalités proposées par François PERROUX en est la progressivité"(2)

* En cherchant à dégager l'impact d'une Société Régionale de Développement sur la population bénéficiaire, nous voulons voir si cette institution est parvenue à établir dans sa zone d'opération d'abord une croissance économique, ensuite comme par voie de conséquence le développement économique.

---

(1) HAGEN (Everet E.), Economie du développement, Paris, Economica, 1982, p 11

(2) LAMBERT (Denis-Clair), Op.cit., p 11

Remarquons d'office que de nombreux économistes font maintenant valoir que la croissance économique n'a pas toujours engendré le développement du même nom. Nous pensons que cela serait dû à la négligence, dans ce processus de développement, des aspects autres que le contenu économique, c'est-à-dire les contenus culturel, politique et social.

* C'est ainsi que pour James E.KOCHER, le mot "développement" signifie :

> "le processus d'une amélioration générale des niveaux de vie, associée à une moindre inégalité de la répartition du revenu et à l'aptitude de perpétuer les améliorations de façon continue dans le temps. Les composantes du bien-être socio-économique forment la substance du développement" (1)

Et il ajoute que :

> "A coup sûr, le choix de ces composantes à introduire et leur importance relative comporteront un certain arbitraire"(2

Cette précision nous fait comprendre que chaque société ou chaque pays élabore son programme de développement selon ses priorités. A la réfutation du développement des pays industrialisés comme modèle pour les pays en voie de développement, nous ajoutons aussi celle d'un plan unique de développement pour ces pays en croissance. En effet, ces derniers ne vivent pas les mêmes problèmes. Même si les économistes ont essayé d'inventorier les caractéristiques du Tiers-Monde, si nous les analysons de près, nous nous portons à l'évidence qu'elles ne se présentent pas partout avec une même ampleur. Il en est de même pour les pays développés qui ne le sont pas non plus à un même niveau.

---

(1) KOCHER (James E.), Développement rural, répartition du revenu et baisse de la fécondité, New York, Population council, 1974, p 4.

(2) Ibidem.

Des indices du développement (1)

Nous nous limiterons seulement à leur énumération, qui par ailleurs est non exhaustive.

1. Produit national brut par habitant
2. Quantité de calories par habitant
3. Consommation d'acier et d'électricité par habitant
4. Consommation en radios et automobiles
5. Répartition de la population active, des activités agricoles et des activités industrielles
6. Croissance de la production
7. Croissance de la consommation et de l'investissement
8. Industrialisation
9. Commerce important
0. Structure des exportations des marchandises
1. Structure des importations des marchandises
2. Urbanisation
3. Dépenses militaires
4. Répartition des revenus
5. Espérance de vie
6. Taux de mortalité infantile
7. Taux de mortalité juvénile
8. Santé
9. Education
0. Alphabétisation des adultes

etc.

(1)- KOCHER (James E.), Développement rural, répartition du revenu et baisse de la fécondité, New York, Population council, 1974, p 4

- PENOUIL (Marc), Economie du développement, Paris, Dalloz, 1972, pp 7 - 11

Des indicateurs du sous-développement

Comme le "développement", le concept du "sous-développement" a fait objet d'innombrables débats. Les critères de distinction ont varié avec les personnes qui y réfléchissaient: le système économique la situation géographique, l'attitude politique, le climat, les ressources naturelles, la race, l'accession récente à l'indépendance, etc. Cette diversité de critères de distinction a conduit Hans W.SINGER à dire finalement que :

"Un pays sous-développé ressemble à une giraffe: difficile à définir mais facile à reconnaître lorsqu'on en rencontre"(1)

Les quelques indicateurs que nous allons présenter ne sont que la face "épine" de ceux énumérés pour le développement.(2)

1. Un faible revenu par tête
2. Insuffisance quantitative des consommations alimentaires et surtout l'existence de carences alimentaires
3. Malnutrition
4. Beaucoup de maladies endémiques.
5. Insuffisance de l'équipement sanitaire
6. Forte natalité
7. Forte mortalité infantile
8. Espérance de vie faible
9. Chômage déguisé du monde rural
0. Importance du secteur agricole
1. Très peu d'industries
2. Analphabétisme élevé en particulier pour les adultes
3. Insuffisance de l'équipement scolaire
4. Retard de la scolarisation de la population féminine
5. Répartition inégale des revenus
6. Faible différenciation des exportations
7. Dépendance vis-à-vis de l'extérieur
8. Manque de capitaux

etc.

---

(1) Hans W.SINGER cité par FREYSSINET (Jacques) in "le concept de sous-développement", Paris, Mouton, 1966, P.6

(2) -LOSADA ALDANA (Ramon), La dialectique du sous-développement, Paris, Anthropos, 1972, p 10

-RUDLOFF(Marcel), Economie du Tiers-Monde, Paris, Cujas, 1977, pp 274 - 276.

Retenons enfin l'avis de FREYSSINET:

"Une autre référence possible est celle touchant la satisfaction des besoins vitaux de l'homme: un pays est sous-développé lorsqu'il ne parvient pas à couvrir pour la majorité de sa population les frais fondamentaux du statut humain de la vie"(1)

Comme nous l'avons déjà souligné dans l'introduction du présent travail, toutes les activités de l'homme militent à la satisfaction de ses besoins. Une nation, en tant que personne morale, oriente elle aussi ses actions vers la satisfaction des besoins vitaux de son peuple. Tant que ceux-ci ne seront pas couverts pour la majorité de sa population, nous pouvons dire avec FREYSSINET que cette nation fera partie de l'ensemble des sous-développés (2).

Sous cet angle, le développement peut être appréhendé comme la recherche de la satisfaction des besoins vitaux de l'homme, d'une région voire de tout un pays. Ainsi, nous venons d'aboutir à la définition opérationnelle du "développement" dans le cadre de ce travail. En effet, l'institution faisant objet de notre étude à savoir la S.R.D. KIRIMIRO vise, pour la population bénéficiaire, une amélioration des conditions socio-économiques. Le besoin vital à satisfaire est cette aspiration de la population rurale à jouir pleinement du bien-être socio-économique.

---

(1) FREYSSINET (Jacques), Op.cit., pp 7 - 8

(2) Ibidem.

II.2. Le développement rural

Nous avons analysé dans les pages précédentes la notion de développement. Il s'agit maintenant de voir la signification de "rural" et celle des deux mots mis ensemble.

Etymologiquement "rural" est issu du latin "rus" qui signifie "campagne". Ainsi, est rural tout ce qui appartient à la campagne. L'espace rural regroupe l'espace naturel et l'espace agricole. Si le premier regroupe les surfaces non aménagées par l'homme, le second désigne la portion de l'espace aménagée en vue de la production agricole et couverte de ce fait d'une végétation utilisée par l'homme.

Nous pouvons donc dire que l'expression "développement rural" définit l'ensemble des transformations qui affectent le milieu rural. Selon DANEL et son équipe,

> "Le développement rural est un terme général employé pour définir l'ensemble des transformations qui affectent le milieu rural. Celles-ci peuvent avoir pour origine une dynamique interne ou externe (le plus souvent les deux). Elles font que le milieu rural se modifie en permanence d'où la justification du terme souvent employé de société en transition. Ces transformations affectent aussi bien les éléments constitutifs que leurs rapports entre eux"(1)

Pour Uma LELE"

> "Le développement rural signifie l'amélioration des niveaux de vie de la grande masse des populations à faible revenu résidant dans les zones rurales et la possibilité pour elles de maintenir ce développement par leurs propres moyens" (2)

---

(1) DANEL (J.M), FUNEN (J.M) et LE GALL(M), Guide d'évaluation a posteriori des opérations de développement rural, Paris, Ministère de la Coopération, SEDES, 1980, p3.

(2) LELE (Uma), Le développement rural. L'expérience africaine Publié pour la Banque Mondiale par ECONOMICA, Héricart, Paris, 1977, p 24

Ces considérations cadrent bien avec la mission de développement rural assignée au projet dont il est question dans ce travail, la S.R.D. KIRIMIRO. Nous le verrons à travers ses objectifs qui seront développés plus loin.

II.3. Projet et Opération de développement rural.

Selon le Guide des enquêtes statistiques pour le suivi des opérations de développement rural (1), toute action de développement rural comprend deux phases principales: le projet et l'opération.

II.3.1. Projet de développement rural.

Pour les auteurs de l'ouvrage ci-haut cité

"Un projet de développement rural consiste en une entreprise programmé de transformations du milieu rural"(2)

Citant DANEL et ses collaborateurs, les mêmes auteurs précisent qu'un projet de développement comprend donc :

"Un ensemble d'objectifs et de moyens reliés entre eux par un calendrier visant à modifier plus ou moins partiellement les éléments constitutifs du monde rural et ou leurs relations mutuelles" (3).

Ils poursuivent en insistant sur la classification usuelle des projets. Selon les finalités et les objectifs programmés, et l'organisation articulée ou nom, il y a trois types de projets :

- les projets sectoriels
- les projets pluri-sectoriels
- les projets intégrés.

---

(1) République française, Ministère de la Coopération et du développement, Op.cit., pp 13 - 17

(2) Idem, p 14

(3) Ibidem

Un projet est dit "sectoriel" quand il vise à promouvoir le développement d'une spécialisation agricole déterminée ou d'une activité rurale bien précise. Par exemple, une société qui, au BURUNDI, voudrait promouvoir seulement la productivité de la culture du café relèverait de cette catégorie. La caféiculture serait la seule spéculation agricole à développer.

Le terme de "projets pluri-sectoriels" désigne des projets dont les buts et finalités visent la promotion de plusieurs spéculations agricoles ou de plusieurs activités. C'est le cas par exemple d'un projet qui viserait l'augmentation de la production du café en même temps que celle de l'élevage des bovins.

Enfin, les"projets de développement rural intégré" sont ceux qui visent une transformation d'ensemble d'un milieu rural donné. Ses buts et finalités couvrent en général non seulement les activités productives agricoles, mais aussi certaines activités extra-agricoles ou commerciales, voire souvent des activités dont les buts, du moins immédiats, ne revêtent pas un caractère productiviste tel le développement de la santé ou de l'éducation.

Le trait le plus pertinemment distinctif de ces trois types de projet réside d'une part dans l'ambition plus ou moins grande des transformations programmées, et, d'autre part, dans le caractère plus ou moins articulé des interventions projetées.

La question qui se pose maintenant est celle de savoir lequel des trois types de projets que nous venons de définir cadre adéquatement avec les sociétés Régionales de Développement du BURUNDI. Comme nous le verrons plus loin avec la description de la S.R.D. KIRIMIRO, Les Sociétés Régionales de Développement du BURUNDI s'inscrivent dans le cadre du type de "projets de développement intégré". En effet, à côté des activités agro-pastorales, les S.R.D. dispensent des services sociaux comme la formation des paysans par le biais des séances d'éducation rurale, l'aménagement des sources d'eau potable, la construction des maisons d'habitation, le tracé des pistes de pénétration sur les collines, la construction d'écoles, etc.

La priorité du développement rural intégré reste axée sur l'amélioration des conditions de vie des gens qui ont les revenus les plus bas, aussi bien au niveau de l'alimentation et de la nutrition qu'aux niveaux de la santé, de l'éducation, de l'habitat.

L'intensité et la nature des actions varient en fonction des ressources humaines et physiques disponibles. Comme le BURUNDI présente les variations régionales en ressources physiques, la formule retenue pour le développement rural est l'encadrement du même nom. Le choix régional implique la définition d'objectifs dont la mise en oeuvre doit être adaptée aux contraintes et aux ressources disponibles dans le milieu concerné. Actuellement cinq S.R.D. sont dans leurs phases opérationnelles: KIRIMIRO, BUYENZI, GIHOFI, IMBO et RUMONGE. Mais d'autres projets qui ne portent pas ce nom ont la même vocation que les S.R.D. Il s'agit par exemple du Projet "Cultures Villageoises en Haute Altitude" (C.V.H.A.), du "Projet de Développement Economique de KIRUNDO"...

II.3.2. L'opération du développement rural

Toujours selon les auteurs du Guide des enquêtes statistiques pour le suivi des opérations de développement rural,

> "Le terme opération de développement rural désigne l'opération qui se produit lorsqu'une entreprise programmée de transformation du monde rural passe du stade de projet à celui de sa réalisation. Cette réalisation revêt le caractère qui consiste dans l'introduction et le développement du projet à l'intérieur de la réalité physique, sociale et économique que constitue le milieu rural"(1)

Ils distinguent trois étapes dans l'exécution de l'opération:

la phase de mise en place de l'opération
la phase de rodage et d'expérimentation
la phase de fonctionnement normal de l'opération.

---

1) République française, Ministère de la Coopération et du développement, op.Cit., p 16.

1. La phase de mise en place de l'opération

Cette première phase est dominée par les tâches de découpage de la zone en unités géographiques d'intervention, de localisation et de mise en place des infrastructures nécessaires à la réalisation du projet. Elle comprend également la réalisation des négociations et des partages des tâches avec les administrations, ainsi que la mise sur pied d'éventuelles autres structures d'intervention existant sur le terrain. La phase comporte enfin la sélection et le recrutement des agents de terrain de l'opération. Sa fonction principale est de donner au projet son assise opérationnelle.

2. La phase de "rodage" et d'expérimentation.

Le terme de "rodage" est surtout utilisé en mécanique où il signifie :

- "Une opération ayant pour but d'obtenir une surface unie et polie, et, dans le cas des surfaces frottantes, une portée aussi parfaite que possible des pièces en contact".
- "Le fonctionnement contrôlé d'un moteur neuf". Ou bien encore
- "La période pendant laquelle les pièces mobiles d'un moteur neuf s'ajustent les unes aux autres" (1)

Dans le cadre qui nous intéresse, ce concept est pris dans son sens figuré où il signifie "une période de mise au point ou de mise en oeuvre". Dans cette phase, le fonctionnement de l'institution de développement décrite dans le schéma du projet est mis à l'épreuve, la marche des services créés est testée et le partage des tâches entre ces services est opéré. C'est aussi une période d'intense activité de formation du personnel aux postes qu'il est appelé à occuper lorsque l'opération aura pris toute son extension. Au cours de cette période d'expérimentation sont soumis à l'épreuve du réel les thèmes, au sens le plus large du terme, programmés par le projet et les modes d'intervention de l'encadrement sur le milieu rural. Cette expérimentation est souvent le moment où le programme encore trop général du projet à mettre en oeuvre se trouve alors minutieusement détaillé.

---

(1) Cfr Petit Larousse en Couleurs, Edition 1986. Voir "rodage".

La phase peut avoir pour champ d'application l'ensemble de la zone couverte par le projet, auquel cas il ne porte alors que sur une fraction limitée de la population à encadrer. Dans un autre cas, elle peut être effectuée sur un nombre limité de zones-tests choisies à l'intérieur de l'ensemble régional constitué par le projet.

Cette phase qui n'engendre pas des transformations du milieu rural garde quand même son importance dans la mesure où elle contribue essentiellement à l'introduction du projet dans le milieu rural. Elle a pour fonction principale de donner au projet-doté déjà de son assise institutionnelle- ses moyens opérationnels.

3. La phase de fonctionnement normal de l'opération.

Cette phase renvoie à la période où le projet a atteint sa pleine extension tant sur le plan géographique que sur celui des objectifs et sous-objectifs qu'il assigne à l'opération.

C'est à travers l'historique de la S.R.D. KIRIMIRO que nous pourrons nous rendre compte que cette institution est actuellement dans la phase opératoire.

II.4. La participation.

La nécessité des précisions définitoires de la notion de "participation" nous paraît pertinente dans ce travail dans la mesure où la réussite d'un projet de développement rural ne peut être possible que si la population accepte d'abord ledit projet et y apporte ensuite sa contribution.

Comme BABA MOUSSA Sidicou le fait remarquer,

> "L'apport du bien-être de l'étranger comme une manne du ciel est loin d'être le développement car le peuple, ne prenant pas conscience de sa réalité de tous les jours, ne peut prétendre à un développement auquel il ne participe pas.

Le développement ne peut pas être une imposition à créer un bien-être par des agents extérieurs à la réalité journalière des masses. La participation de la population reste indispensable". (1)

Que signifie exactement le concept de participation ? Comme nous l'avons déjà constaté au sujet du concept de "développement", la "participation" a également prêté le flanc à de diverses interprétations. Les définitions que nous allons présenter ici ont été choisies compte tenu de la nature de la participation que peut exiger un projet de développement rural comme la S.R.D. KIRIMIRO.

Selon SALBERG et WELSH - BONNARD,
"Ce mot comporte deux significations principales. Le premier sens correspond aux expressions 'avoir part à' ou encore 'participer de'. Ce premier sens désigne ce que l'homme reçoit de la société... Un autre sens, actif celui-ci et non plus passif, est donné par l'expression 'prendre part à' ou encore 'participer à'. Ici, l'homme joue un rôle actif dans la marche de la société. Il contribue pour sa part à son activité et à ses résultats" (2)

Les exigences ponctuelles du présent travail requerront l'usage du terme "participation" à la fois dans les deux sens. En effet les paysans sont les acteurs les plus importants dans la réalisation des activités programmées par les responsables des Sociétés Régionales de Développement. Si l'intitulé du travail contient dans sa formulation l'expression "population bénéficiaire" (des activités de la S.R.D. KIRIMIRO), il faut aussi noter que la S.R.D. est bénéficiaire de la participation de la population locale. Sinon le projet aurait échoué dès le départ...

---

(1) BABA-MOUSSA (Sidicou), "L'impact de l'alphabétisation sur le développement national basé sur une expérience vécue. Le cas du BENIN" in Séminaire sur la définition de la stratégie de l'alphabétisation, BUJUMBURA, 1978, p.29

(2) SALBERG (J.F.) et WELSH-BONNARD (S), Action communautaire Une introduction, Editions ouvrières/Economie et Humanisme, Paris, 1970, p.70

Selon un rapport de l'UNICEF (1), un certain consensus a commencé à se dégager sur une définition du travail parmi quelques unes des organisations internationales de développement. Cette définition présente trois dimensions de la participation :

1. La participation de tous ceux qui sont concernés quant aux décisions de ce qui doit être fait et de la façon de le faire ;
2. Une contribution active à l'effort de développement, c'est-à-dire la mise en oeuvre des décisions ;
3. La participation aux avantages résultant des programmes.

Un quatrième élément est parfois envisagé: la participation locale à l'évaluation. Toutefois, celle-ci pourrait être considérée comme faisant partie de la prise de décision(donc incluse dans la première dimension).

La première dimension n'est pas, à proprement parler, présente dans l'application du projet de notre étude. C'est celle de la participation dite "communautaire", actuellement prônée par les organisations internationales. Ici, comme c'est aussi l'avis de SALBERG et WELSH - BONNARD que nous avons eu à citer plus haut, la communauté participe pleinement dans la mesure où elle contribue à la direction de la société, à l'élaboration et à la mise en oeuvre du projet social.

Nous constatons, à travers les réalisations des S.R.D., que les deuxième et troisième dimensions de la participation telle que définie par l'UNICEF sont surtout celles que nous rencontrons au BURUNDI. La contribution aux décisions de ce qui doit être fait et de la façon de le faire reste encore une dimension qui n'est pas à la hauteur de la population bénéficiaire, vu son niveau de connaissances en la matière et son niveau général d'instruction.

Cette situation trouve sa place dans la typologie de la participation de Albert MEISTER. Analysons - la de par le résumé que DIAKITE GUIMBALA en a fait (2).

---

(1) Alastair T. White, "Pourquoi la participation communautaire ? Une analyse des arguments avancés "in les carnets de l'enfance: Revue sur l'enfance, la jeunesse et les femmes dans le développement. N° 59/60: La participation communautaire. Difficultés et voies nouvelles. UNICEF, 1982. pp. 17 - 18.

(2) DIAKITE (Guimbala), Développement à la carte, Dakar, Nouvelles Editions Africaines, 1978, p 24.

Tableau n° 1: Analyse de la typologie de la participation d'Albert MEISTER par DIAKITE GUIMBALA.

Type de participation	Origine de la création du groupe participationniste	Type de recrutement	Fonction sociale du groupe
De fait	Origine dans la tradition, groupe d'âge; de métier, groupe familial religion, etc.	Non volontaire de fait	Renforcement des coutumes, de la tradition, des manières différentes de faire
Spontanée	Création de groupe par les participants eux-mêmes, mais le groupes est fluide, fluctuant, sans organisation: groupe de voisinage, amis	Entièrement volontaire	Pas de fonction social apparente, surtout fonction latente de satisfaction psychologique des participants.
Volontaire	Création du groupe par les participants aux-même, sans recours à des animateurs extérieurs. Le groupe se donne lui-même son organisation: syndicats, coopérative, parti politique	Volontaire	Satisfaction des besoins nouveaux, opposition au milieu création de nouveaux comportements, adaptation au changement et continuation du changement ou lutte contre lui
Provoquée	Création du groupe par des animateurs extérieurs; projets de développement à la carte	Provoqué Suscité	Fonction de changement social par adaptation de comportements jugés désirables par les animateurs extérieurs.

Ce tableau nous amène à dire que la participation à un projet de développement comme la S.R.D. KIRIMIRO est une participation provoquée. Elle l'est dans la mesure où elle survient à la suite d'une sensibilisation menée à l'intention de la population bénéficiaire. Cette dernière n'a pas eu son mot à dire dans la décision de créer ledit projet, comme elle n'a pas non plus d'initiative à faire valoir quant à l'élaboration des programmes. Il faudra peut-être attendre les jours où, la scolarisation et l'éducation des adultes aidant, cette population acquerra la maturité requise pour ce genre d'activité.

II. 5. Le niveau de vie.

Malgré le nombre élevé de chercheurs économistes qui ont consacré leur temps à la clarification et à la précision de la notion de "niveau de vie", celle-ci n'a pas encore aujourd'hui, une définition qui puisse fléchir l'unanimité de tout le monde.
Pour y avoir travaillé, PAVLEVSKI reconnaît l'imprécision du terme:

> "La définition du niveau de vie est méthodologiquement imprécise. En théorie, elle devrait prendre en considération tous les éléments, matériels et immatériels, qui contribuent à l'existence et à l'épanouissement de l'homme" (1)

BRANCIARD quant à lui précise que :

> "Le niveau de vie est l'ensemble de biens et services dont dispose une personne, une famille, un groupe social ou la population d'un territoire" (2)

En partant de ces deux définitions, nous pouvons dire qu'élever le niveau de vie d'une population revient à une amélioration tant quantitative que qualitative des biens matériels et des services que son bien-être exige.

Pour bon nombre d'économistes, le niveau de vie devient plus compréhensif à travers ses indicateurs. Mais ici aussi, le problème de précision de sa définition subsiste puisque la liste de ces indicateurs est plus ou moins longue selon les auteurs. Nous nous contenterons d'énumérer les principaux, c'est-à-dire ceux qui ont été relevés par plusieurs auteurs : (3)

1. Le revenu
2. Alimentation et nutrition

---

(1) PAVLEVSKI (Jovan), Le niveau de vie en URSS de la Révolution d'octobre à 1980, Paris, Economica, 1975, p

(2) BRANCIARD (M), Op.cit., p 354

(3) a- AUJOULAT (Louis-Paul), Action sociale et développement Paris, Colin, 1969, pp 95 - 100

b- PAVLEVSKI (Jovan), Op.cit.p.VIII

c- BAECK (L), Etude socio-économique du centre extra-coutumier d'USUMBURA, Académie royale des Sciences coloniales Bruxelles, 1957, p 97

3. Consommation et épargne
4. Habillement
5. Habitation
6. Education
7. Santé et conditions démographiques
8. Situation de l'emploi
9. Conditions de travail
10. Sécurité sociale
11. Loisirs et activités récréatives
12. Possibilités de transport.

L'on a tenté de quantifier les données recueillies au niveau de chaque indicateur (pour un groupe de gens par exemple) en vue d'opérer une comparaison de niveaux de vie atteints par plusieurs personnes, mais cette quantification a toujours présenté des lacunes même dans les pays qui disposent d'un "matériel statistique" abondant.

Etant donné cette limite, nous n'allons pas dans ce travail tenter de recueillir des données quantifiées, par exemple en donnant des chiffres de revenus, des quantités de calories consommées dans chaque famille,... Il nous reviendra seulement de vérifier si la population bénéficiaire des activités de la S.R.D. KIRIMIRO affiche nettement une quelconque amélioration eu égard aux indicateurs du niveau de vie plus haut envisagés et si elle attribue cette amélioration à l'intervention de ladite S.R.D.

II.6. L'impact.

Les textes portant sur la définition de l'impact sont particulièrement ambigus. Certains parlent d'impact, d'autre parlent d'effet ou de conséquence, et une grande confusion existe dans l'usage de ces concepts.

En général, un impact est tout effet direct, contrecoup d'une action.

Dans une étude faite sur l'impact de projets de développement l'économiste GENTIL Dominique distingue l'effet de l'impact. Son observation est la suivante :

> "... on parle souvent d'effets économiques qui sont en général des effets liés plus directement à la production du projet que ne le sont les effets dits 'sociaux' lesquels sont donc réservés pour inclusion sous l''impact'".(1)

L'auteur admet aussi qu'il existe d'autres sortes d'impact, comme par exemple l'impact psychologique.

Dans le présent travail qui consiste en une étude psycho-sociologique, nous entendons par impact de la S.R.D. KIRIMIRO sur la population bénéficiaire les effets sociaux et psychologiques dans le sens proposé par GENTIL Dominique.

Selon un rapport du Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

> "L'étude de l'impact des projets, c'est-à-dire la mesure dans laquelle les objectifs intermédiaires et à long terme ont été effectivement atteints, est un élément essentiel de la planification et de la gestion du développement".(2)

---

(1) GENTIL (Dominique), Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural: orientations méthodologiques 2ème édition modifiée et complétée, Paris, groupe de travail suivi-évaluation des projets 1984, p 118.

(2) Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Rapport annuel 1984, p 38

Cette considération nous paraît pertinente dans la mesure où la confrontation des objectifs fixés préalablement et les résultats réellement atteints favorise la poursuite et ou la prolongation d'un projet de développement après constat des points forts et des points faibles dudit projet. Et l'évaluation des objectifs intermédiaires est surtout importante pour un projet à long terme.

Toutefois, la mesure de l'impact se heurte à des difficultés.

D'après le rapport du FIDA plus haut cité :

"Il y a deux raisons pour lesquelles cette tâche est difficile à mener à bien. La première tient au fait que l'impact d'un projet ne peut être apprécié pleinement que lorsque celui-ci a atteint son plein régime... La seconde raison est qu'il n'existe pas encore de méthodologie satisfaisante en ce qui concerne les études d'impact" (1)

GENTIL pour sa part souligne la difficulté de pouvoir isoler l'"effet projet":

"Le tout est de savoir si, à partir d'une analyse des changements observés depuis la mise en place du projet, on pourrait distinguer la part de ces changements imputables au projet par rapport aux autres facteurs" (2)

Il est vrai que notre étude se trouve confrontée à ces trois difficultés qui viennent d'être soulevées. Compte tenu de la première difficulté, nous n'allons pas parler de l'impact final ou total de la S.R.D. KIRIMIRO sur sa population bénéficiaire. Nous analyserons les transformations déjà opérées dans la structure psycho-sociale de cette population depuis l'opération de ladite société.

Quant à la méthodologie pour laquelle nous avons opté, nous la développerons plus loin. La troisième difficulté, nous avons essayé de la surmonter par notre méthode d'échantillonnage dont le détail fera objet des développements ultérieurs.

---

(1) Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Rapport annuel 1984, p 38.

(2) GENTIL (Dominique), Op.Cit. p 118

CHAPITRE III. La S.R.D. KIRIMIRO et sa zone d'intervention

III.1. Présentation de la zone d'intervention.

III.1.1. Situation de la région naturelle du KIRIMIRO par rapport à l'ensemble du pays.

Carte n° 1



Source: S.R.D. KIRIMIRO.

III.1.2. La couverture géographique du projet en 1987

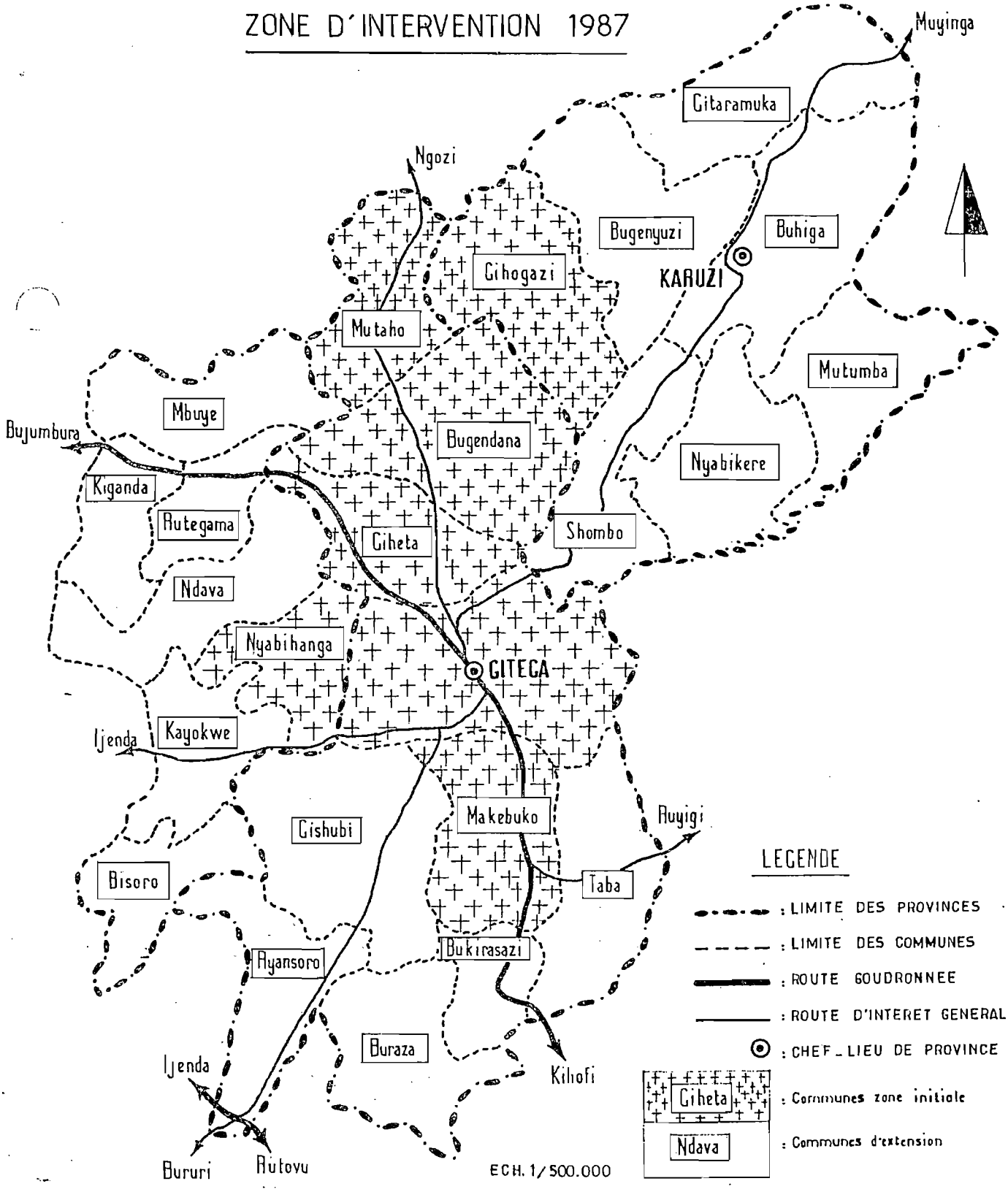
Ayant débuté avec l'encadrement ne couvrant que deux Communes de la Province de GITEGA à savoir GITEGA et GIHETA, la S.R.D. KIRIMIRO s'étend actuellement sur sept communes au total. Il s'agit de GITEGA, GIHETA, BUGENDANA, MUTAHO et MAKEBUKO en province de GITEGA, NYABIHANGA en province de MURAMVYA et GIHOGAZI en province de KARUZI. Autrement dit, cette Société Régionale de Développement encadre 16 zones administratives, soit 35 secteurs ou 181 collines de recensement.

Depuis 1985, la S.R.D. apporte un appui à l'essort des autres communes de la région naturelle de KIRIMIRO. Cet appui porte seulement sur une partie de l'ensemble des programmes à savoir le développement de la caféiculture et la diffusion d'intrants pour les cultures vivrières. Ces communes sont dites "zones d'extension" ou "zones d'appui".

Carte n° 2

S.R.D. KIRIMIRO

ZONE D'INTERVENTION 1987



Source: S.R.D. KIRIMIRO.

III.1.3. Caractéristiques (1).

Tableau nº 2: Caractéristiques de la Zone d'intervention de la SRD KIRIMIRO

Aire de la zone du projet	- Aire de la Zone du projet - Pourcentage de la superficie totale	1448 km² 11,2 %
.Altitude moyenne		1.600 m.
. Sols	- Sols dominants:ferrisols et sols ferralitiques - Sols de bas fonds - Pourcentage de la superficie totale	16.250 ha 11,2 %
. Climat	- Saison des pluies unique (octobre à mai) coupée par une petite saison sèche (janvier) . Durée . Pluviométrie moyenne annuelle . Moyenne annuelle des jours de pluie - Saison sèche (juin à septembre) - Températures Moyennes annuelles	 8 mois 1100-1200 mm 150 - 190 4 mois 18 - 20° C
.Population	- Population totale - Pourcentage de la population du BURUNDI - Densité moyenne - Pourcentage de la population agricole - Nombre de familles d'exploitants - Importance moyenne de la famille nucléaire - Actif par famille - Pourcentage de la population de moins de 15 ans	361.000 hab. 8 % 249 hab/km² 95 % 78.500 4,6 personnes 2,5 41 %
.Occupation	- Terres cultivables .Pourcentage de la superficie totale - Terres cultivées .Pourcentage de la superfice cultivable - Superficie moyenne cultivable par exploitation - Superficie moyenne cultivée par exploitation -Paturages naturels et vocation sylvo-pastorale .Pourcentage de la superficie totale - Forêts .Pourcentage de la superficie totale - Divers(routes,habitations,infrastructures) .Pourcentage de la superficie totale - L'habitat est dispersé.Les villages sont rares	106.000 ha 73 % 85.000 ha 80,2 % 1,4 Moins de 1 ha 28.000 ha 19,3 % 4.600 ha 3,2 % 6.200 ha 4,3 %

(1) République du BURUNDI, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, S.R.D. KIRIMIRO, Programme de travail 1986. Avant-projet. Et le Rapport de janvier 1987.

III.2. Présentation de la S.R.D. KIRIMIRO

III.2.1. Historique du projet

Le projet a été préparé par la Société Mixte d'Etudes du BURUNDI (SOMEBU). Il a été ensuite examiné par différents Ministères, notamment les Ministères du Plan, de l'Agriculture et de l'Elevage, et du Développement Rural.
La Mission Régionale de la Banque Mondiale en Afrique de l'Est a offert ses conseils à la SOMEBU lors de la préparation du projet et s'est entretenue sur l'avancement des travaux avec les Ministères concernés. Une mission de pré-évaluation de l'IDA est venue au BURUNDI en novembre 1979. Pendant le même mois, la SOMEBU acheva un rapport détaillé de préparation qui servit de fondement à l'évaluation du projet. En mars-avril 1980, une mission de l'IDA séjourna au BURUNDI et rédigea un rapport d'évaluation contenant les grandes lignes du projet et les conditions d'exécution de celui-ci.

La première phase du projet a été conçue pour une durée de 5 ans. Ayant démarré réellement en 1982, elle se termine avec l'année 1987. Voici en détail comment s'est opérée chronologiquement l'extension des activités de la S.R.D. KIRIMIRO sur toutes les communes de la zone actuelle d'intervention :

1980 : Création de la S.R.D. et premiers contacts pour la mise en oeuvre d'un conseil d'administration et d'une procédure de recrutement des premiers cadres.

1982 : Démarrage des activités d'encadrement de la population locale. Au cours de cette période, les communes de GITEGA et GIHETA, qui avaient déjà bénéficié d'un encadrement dans le cadre d'un projet FAO, ont été les premières concernées.

1983 : L'extension gagna les communes de BUGENDANA et NYABIHANGA

1984 : MUTAHO et MAKEBUKO ont été à leur tour encadrées.
Entre-temps, les activités démarrées dans les deux premières communes sont intensifiées.

1986 : Intégration de la commune de GIHOGAZI dans la zone du projet Toutefois, les autres communes du KIRIMIRO qui ne sont pas encore dans le projet bénéficient d'une sorte d'appui de la part de la S.R.D. Ces "Zones d'appui" sont les communes :

BUKIRASAZI BURAZA GISHUBI ITABA RYANSORO	Province GITEGA
KAYOKWE NDAVA RUTEGAMA KIGANDA MBUYE BISORO	Province MURAMVYA

III.2.2. Objectifs.

La S.R.D. KIRIMIRO a pour objectif l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs de la région encadrée par l'augmentation de la production agricole et l'amélioration de la conjoncture sociale. Elle vise en particulier à :

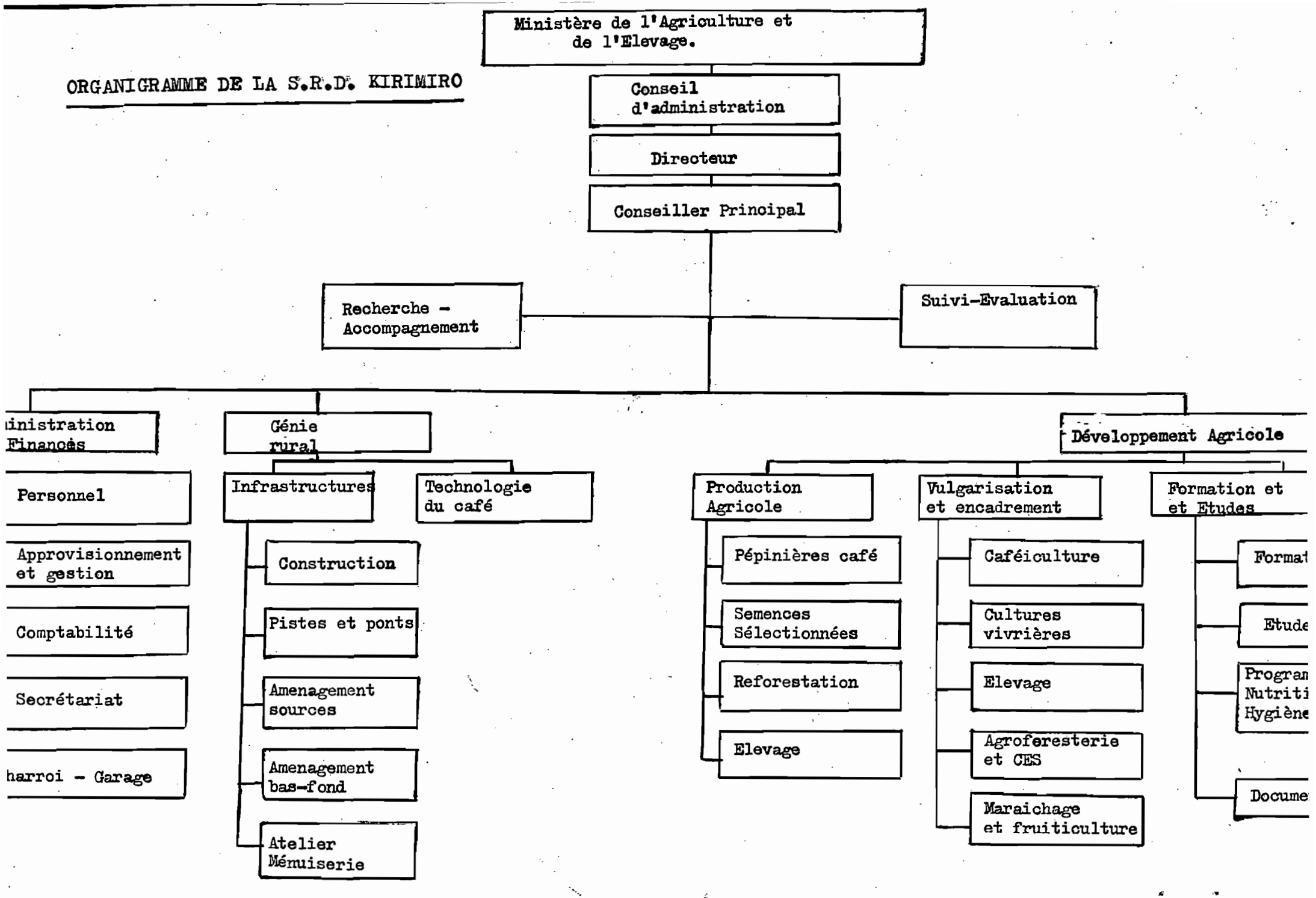
- aider le paysan à améliorer la productivité de son exploitation, augmentant ainsi son revenu et sa consommation alimentaire.
- améliorer les conditions de la vie rurale grâce notamment à :
  - l'équipement des centres sociaux
  - le développement des ressources en bois de chauffage et de service, etc.
- augmenter la quantité du café produit grâce aux extensions et à l'intensification de la culture de café et en améliorer la qualité.

III.2.3. Structure.

Elle est détaillée par l'organigramme qui va suivre. Toutefois, il convient de préciser que :

- chaque commune encadrée jouit d'un centre de développement rural (C.D.R.) qui coiffe toutes les activités de la S.R.D. à ce niveau. Il est dirigé par un agronome communal.
- La commune est divisée en secteurs, ces derniers étant chacun encadrés par un assistant agricole.
- Des moniteurs agricoles s'occupent de l'encadrement des collines de recensement.

ORGANIGRAMME DE LA S.R.D. KIRIMIRO



III.2.4. Quelques composantes du projet

Dans le présent paragraphe ne seront développés que les programmes qui mettent en contact la population rurale et le personnel de la S.R.D. Ce sont eux qui occasionnent une participation effective de la population. En effet, toutes les opérations y relatives sont à la charge des agriculteurs sous la supervision et l'encadrement des moniteurs agricoles, des assistants et des agronomes.

III.2.4.1. La caféiculture.

Cette composante concerne surtout l'augmentation du nombre de caféiers par des extensions, la reconversion de vieilles caféières improductives, l'amélioration de la productivité par une intensification des thèmes culturaux du caféier (paille, taille, désinsectisation).

III.2.4.2. Le traitement du café.

Le but visé étant la production d'un café de première qualité entièrement lavé (Fully-Washed), cette composante s'occupe de la construction et de la gestion des stations de lavage-dépulpage. Au cours de la campagne-café de 1987 (avril-Mai-Juin-Juillet) 17 usines étaient déjà fonctionnelles. D'autres sont encore en construction. Selon les prévisions, une usine doit prêter ses services à l'espace de six kilomètres de rayon.

III.2.4.3. Les cultures vivrières

Le programme vise à fournir aux agriculteurs des services de vulgarisation et des intrants agricoles pour accroître la production agricole. Par intrants agricoles, il faut entendre les semences sélectionnées, les engrais et les pesticides, ainsi que le matériel végétal de lutte anti-érosive.

III.2.4.4. La protection des terres et la production du bois

Le programme vise la conservation de la fertilité des sols par des mesures de lutte anti-érosive appropriées dans les champs, les flancs de collines, les crêtes dénudées et les pâturages. Ces mesures concernent le creusement des fossés anti-érosifs destinés à retenir l'eau, la plantation de haies vivaces pour freiner les écoulements d'eau et de terres, ainsi que la vulgarisation des méthodes culturales anti-érosives dans les champs.
Le volet "production de bois" est combiné en partie avec la lutte anti-érosive puisqu'il s'agit de planter des arbres sur les collines dénudées sensibles à l'érosion. Pour une meilleure disponibilité de bois dans les familles, la S.R.D. vulgarise la plantation d'essences courantes dans les plantations de la région.

III.2.4.5. Amélioration de la santé rurale.

Deux sortes d'actions sont préconisées :

- des actions d'éducation sanitaire et nutritionnelle, de soutien aux centres de santé et dispensaires. Pour ce faire, des thèmes d'hygiène et de nutrition sont traités sous forme de démonstrations dans les ménages des volontaires et de visites à domicile par des monitrices sociales. Ces démonstrations sont alors suivies par la participation des ménagères présentes.
- des actions d'aménagement d'eau potable et adductions d'eau là où cela s'avère possible.

III.2.4.6. Le tracé des pistes de pénétration sur les collines

Ces pistes sont tracées par la population locale dans le cadre des travaux de développement communautaire. La participation de la S.R.D. consiste en :

- l'intervention des assistants agricoles pour procéder au piquetage du tracé et prodiguer et élucider certaines normes lors de l'exécution des travaux ;
- la fourniture de l'outillage.

CHAPITRE IV. Considérations méthodologiques

IV.1. La problématique.

L'encadrement de la S.R.D. KIRIMIRO à l'intention de la population locale vise le développement intégré dans le sens qui a été défini plus haut. En quelques mots, le projet vise l'objectif général d'élever le niveau de vie de la population bénéficiaire. Les composantes de la S.R.D. que nous avons eu à décrire ne l'indiquent que fort clairement.

Ces considérations étant faites, le noeud de notre problématique réside dans le fait que tous ces programmes ont été conçus pour une population qui, depuis longtemps, disposait de ses propres moyens et méthodes de production, son mode de vie, une mentalité spécifique et des relations sociales particulières. En effet, comme le Guide des enquêtes statistiques pour le suivi des opérations de développement rural le fait observer :

> "Ce processus complexe de transformation du milieu rural revêt la forme d'une double mise à l'épreuve.
>
> 1. Le projet en tant que programme institutionnalisé de transformations est soumis à l'épreuve du réel, c'est-à-dire du milieu rural (écologique, économique et humain) sur lequel il a pour objectif d'intervenir;
>
> 2. Le milieu rural est soumis à une entreprise, qui lui est par définition extérieure, de transformation sociale et économique" (1)

Avec la mise sur pied de la S.R.D., des éléments nouveaux sont introduits dans la structure qu'est la région du KIRIMIRO: il y a création d'infrastructures nouvelles (le siège central, les C.D.R., les usines de lavage - dépulpage du café, les centres semenciers,...), l'apparition d'encadreurs et de techniciens avec des sollicitations plus ou moins poussées et répétées auxquelles la population locale est soumise. Tôt ou tardivement, les agriculteurs en viennent à travailler en suivant les directives et les méthodes culturales nouvelles proposées par la S.R.D.

---

(1) République française, Ministère de la Coopération et du développement Op. Cit. p 18

Nous avons déjà vu que l'échec d'un tel projet prend la forme de son rejet par le milieu, et le succès celle d'une prise en charge du projet par les communautés rurales. D'après cette considération, la S.R.D. KIRIMIRO aurait connu une réussite pour sa première phase terminée avec l'année 1987. En effet, la participation n'a pas été collective et massive, mais bien des ménages s'y sont adonnés. En voici quelques faits concrets :

- agrandissement des champs de café par ménage ;
- accroissement de la demande des intrants agricoles au niveau des C.D.R.
- participation aux travaux de tracement des pistes de pénétration et d'adduction des sources d'eau potable ;
- les agriculteurs ont manifesté un afflux vers les usines de lavage-dépulpage au lieu de vendre leur café dans les centres commerciaux habituels ;
- la participation des femmes aux programmes de santé rurale.

Nous avons retenu plus haut que le "développement rural" est une expression générale employée pour définir l'ensemble des transformations qui affectent le milieu rural, ces transformations pouvant être de divers ordres : écologique, économique, social, comportemental,...

Si nous nous limitons seulement aux considérations sur les changements d'ordre social, nous pouvons dire, avec l'Agence nigérienne de coopération culturelle et technique que :

> "La transformation des habitudes sociales ancestrales se traduit par une foule de composantes appartenant à plusieurs domaines dont le domaine psychologique et le domaine sociologique". (1)

Pour notre part, ce sont ces composantes psycho-sociologiques qui sont l'objet de notre recherche. Nous nous posons la question de savoir ce que les réalisations de la S.R.D. KIRIMIRO ont apporté de nouveau dans la vie générale de la population bénéficiaire.

---

(1) Agence de coopération culturelle et technique, cycle de perfectionnement des praticiens de la communication écrite en milieu rural, Niamey (Niger), 15 octobre au 11 novembre 1978. p 46

IV.2. Les hypothèses de recherche.

a) Hypothèse générale.

La population bénéficiaire des activités de la S.R.D. KIRIMIRO en matière de développement rural connaîtrait, depuis l'installation de ladite société, une modification de sa mentalité et une amélioration des conditions de vie. Cela revient à dire que la participation à ces activités aurait amené cette population à adopter de nouvelles habitudes sociales, et le revenu amélioré aurait augmenté le niveau global de consommation.

b) Hypothèses particulières

Les hypothèses particulières ont été construites sur base des indicateurs du niveau de vie. Nous pensons que les transformations opérées sont intervenues au niveau de ces indicateurs :

1. Amélioration de la production
2. Amélioration de l'alimentation et de la nutrition
3. Reconnaissance de l'importance de l'épargne par rapport à la consommation immédiate
4. Amélioration de l'habillement, la population rurale reconnaissant aussi le côté esthétique de celui-ci
5. Construction de maisons plus solides et plus décents que les maisons traditionnelles
6. Accroissement de l'intérêt pour la scolarisation des enfants
7. Amélioration du système de santé
8. Amélioration des conditions de travail
9. Consolidation de la sécurité sociale
10. Naissance d'un intérêt pour les loisirs et les activités récréatives
11. Apparition, dans le monde rural, de possibilités de transport inhabituelles.

Quelques précisions.

A. Nous n'avons pas bâti les hypothèses particulières autour de tous les indicateurs du niveau de vie cités plus haut. Nous en avons éliminé trois, à savoir le revenu, les conditions démographiques et la situation de l'emploi.

- Le revenu :

Les données relatives au revenu ne peuvent être autres que quantitatives. Or, son calcul, surtout pour une société où la subsistance garde une certaine importance, risque de s'intéresser uniquement aux recettes monétaires et de négliger la part de la production consacrée à la consommation locale. De plus, la détermination des recettes monétaires est limitée par l'imprécision des taux de change pour rendre compte des pouvoirs d'achat.
Nous avons alors choisi de remplacer le revenu par "la production". En effet, les informateurs peuvent plus facilement donner leurs points de vue sur l'évolution globale de la production depuis leur encadrement par la S.R.D. que s'ils étaient invités à parler de leurs revenus annuels.

- Les conditions démagraphiques et la situation de l'emploi :

Ce sont des indicateurs qui ne peuvent pas être vérifiés au niveau de nos unités d'observation que sont les ménages. Ils portent sur des groupes très étendus comme par exemple une commune, une province, une région, un pays, etc.

B. Elucidation de certains termes.

Les termes de "sécurité sociale", "épargne" et "système de santé" nécessitent une explicitation susceptible de rendre aisée la compréhension des hypothèses particulières y relatives.

1. La sécurité sociale

Selon le dictionnaire Petit Larousse en couleurs, la sécurité sociale est

> "l'ensemble des législations (ainsi que des organismes qui les appliquent) qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques sociaux".(1)

(1) Petit Larousse en couleurs, Edition 1986

A ce propos, Jacques DOUBLET (1) nous donne quelques exemples de risques sociaux contre lesquels l'homme cherche à se protéger: maladie, accident, chômage, infirmité, vieillesse, mort.

La prévoyance est le moyen utilisé pour satisfaire ce besoin de sécurité sociale. Jacques DOUBLET nous en donne deux formes:

1. "L'individu prélève volontairement sur son capital ou sur son revenu, une part épargnée sur sa consommation ou sur ses investissements et l'affecte à la garantie des risques éventuels. C'est la prévoyance individuelle".

2. "La prévoyance collective: une collectivité prélève sur ses membres des cotisations destinées à alimenter un fonds d'aide, de secours et de retraite au profit desdits membres et de leurs familles" (2)

Seule la prévoyance individuelle est connue par la population rurale de la zone qui intéresse notre étude. Notre but est de vérifier si l'opération de la S.R.D. KIRIMIRO a contribué de quelque manière dans cette forme de prévoyance. Nous n'omettons pas ici le cas d'une éventuelle contribution dans la "sécurité", c'est-à-dire, comme l'indique le dictionnaire Petit Larousse en couleurs,

"une situation où l'on a aucun danger à craindre". (3)

2. L'épargne

Dans le sens courant, l'idée d'épargne est associée à celle d'économie, l'économe étant celui qui dépense peu ou du moins qui ne consomme pas tout son avoir. L'épargne est donc en quelque sorte opposée à la consommation. Les définitions suivantes l'indiquent bien :
Tandis que la consommation est

"L'utilisation d'un bien en vue de la satisfaction immédiate d'un besoin" (4)

---

(1) DOUBLET (Jacques), Sécurité sociale, P.U.F., Paris, 1967 p 2
(2) Ibidem
(3) Petit Larousse en couleurs, Edition 1986
(4) PENOUIL (Marc), Op.Cit. p.11

l'épargne est"Toute partie du produit de l'activité d'un individu qui ne fait pas l'objet d'une consommation immédiate, mais est conservée aux fins de consommations ou d'investissements différés"(1)

Marc PENOUIL ajoute qu'il y a deux formes d'épargne: l'épargne monétaire et l'épargne en nature (grains, bétail, produits artisanaux, terre, bijoux, produits agricoles,...).

Dans l'hypothèse qui suppose la reconnaissance de l'importance de l'épargne par rapport à la consommation immédiate, nous avons envisagé les deux formes d'épargne. Mais pour le cas de l'épargne monétaire nous exclusons la thésaurisation.

3. Le système de santé

Certains économistes considèrent la santé comme un bien qui a des demandes, des offres et un marché. La demande de ce bien est parallèlement liée à l'entrée du consommateur dans le système de santé. Jean-François MYS définit ce dernier à travers ses six grandes fonctions:

"Nous retiendrons six grandes fonctions: les soins médicaux, la prévention sanitaire, le transport des malades, l'industrie et le commerce des biens médicaux, l'enseignement et la recherche médicale et les services de gestion de la santé. Ces activités ne sont pas toutes de la même nature, seules les deux premières participent directement à la santé, les autres n'ayant que pour objet de permettre aux premières de réaliser leur but. Ce sont des fonctions de soutien" (2)

La vérification de l'hypothèse qui est en rapport avec le système de santé devra tenir compte de toutes ces fonctions au cas où elles apparaîtront dans les informations recueillies.

---

(1) République Française, Ministère des relations extérieures, coopération et développement, Méthode de mobilisation de l'épargne rurale dans les pays africains, Paris, Ministère des relations extérieures, 1983 p 12

(2) MYS (Jean-François), La santé:Consommation ou investissement, Economica, 1981. p 18

IV.3.La méthode de travail: l'interview

IV.3.1. Description de l'interview

Un chercheur désirant recueillir certaines informations auprès d'une population donnée déterminée dispose de plusieurs façons pour les obtenir. Nous pouvons citer entre autres l'observation et la mesure de comportements, les questionnaires, l'interview ou l'entretien, etc.

A propos de l'interview, l'information livrée oralement par le sujet fait suite à des questions posées par le chercheur. Selon le nombre de participants ou la méthode utilisée, Gilbert de LANDSHEERE distingue plusieurs sortes d'interviews. Nous n'allons pas les citer toutes, nous nous limiterons seulement à ceux qui ont fait l'objet de notre choix dans ce travail et dont nous nous sommes servie pour récolter les informations dont nous avions besoin.

a) Selon le nombre de participants

DE LANDSHEERE oppose l'interview individuelle à l'interview de groupe. Pour notre part, nous avons choisi de travailler avec l'interview individuelle. Ici, le chercheur se trouve face à un seul informateur. C'est ce que Antoine LEON appelle l'"entretien". Pour lui :

> "C'est une situation d'interaction essentiellement verbale entre deux personnes en contact direct, avec un objectif préalablement posé" (2)

---

(1) DE LANDSHEERE (G), Introduction à la recherche en éducation, 5ème édition, Armand-Coli-Bourrelier, Paris, 1982. pp 94 - 95.

(2) LEON (Antoine), Manuel de psychopédagogie expérimentale, PUF, Paris, 1977. p 177

B) Selon la méthode utilisée

Nous avons choisi de travailler avec l'interview semi-structurée ou entretien guidé ou entretien centré selon les appellations. Ici aussi, l'interaction entre le chercheur et l'informateur est essentiellement orale, mais les questions à poser ne sont pas standardisées bien que le chercheur dispose d'avance d'une série d'objectifs précis qu'il se fixe d'atteindre.
Citant MAISONNEUVE et DUCLOT, Gilbert DE LANDSHEERE nous donne un éclaircissement sur ce point :

> "Un schéma définit les principaux thèmes à explorer et prévoit éventuellement certaines questions; mais la manière dont les thèmes seront amenés au cours de l'entretien, la façon dont les questions seront formulées et l'ordre dans lequel thèmes et questions apparaîtront ne sont pas fixés d'avance " (1)

Signalons aussi que le sujet s'exprime spontanément à l'intérieur de chaque thème.

IV.3.2. Motivation du choix de cette méthode

Notre point de départ est que les agriculteurs ruraux sont les seuls détenteurs des informations que nous cherchons. Deux moyens peuvent servir pour recueillir ces données: le questionnaire écrit et l'interview. Nous avons jugé que l'emploi du questionnaire dépasse la maturité intellectuelle de cette population, c'est pourquoi nous avons choisi d'utiliser l'interview. En effet, la presque totalité de nos informateurs, s'ils ne sont pas analphabètes, n'ont fréquenté que l'école "Yaga Mukama" ou l'école primaire tout au plus. Et parmi ceux qui se sont limités à cette dernière, nombre d'entre eux l'ont abandonnée en cours de scolarisation. Même pour ceux qui l'auraient terminée, il ne faut pas ignorer les conséquences de régression qui suivent le non exercice d'une fonction, à savoir dans le cas présent, l'activité de lecture.

---

(1) MAISONNEUVE (J) et DUCLOT (M) cité par DE LANDSHEERE (G) in Introduction à la recherche en éducation, 5ème édition, Armand Colin-Bourrelier, Paris, 1982. p 95

Notre moyen de recueillir les données est l'enregistrement sonore.

IV.3.3. La population d'enquête.

Comme le titre du présent travail l'indique, notre population d'enquête est la population (rurale) bénéficiaire des activités de la S.R.D. KIRIMIRO. Il ne s'agira pas de toute la population rurale qui habite la région du KIRIMIRO; la vraie population bénéficiaire des activités de la S.R.D. est celle qui participe aux activités de ladite société, toutes proportions gardées, dans les deux acceptions que nous avons reconnues à la notion de "participation", c'est-à-dire en même temps sous l'angle du "donner" et du "recevoir". Il est vrai qu'une personne résidant dans la région peut, d'une façon ou d'une autre, participer aux avantages résultant des programmes de la S.R.D., mais tant qu'elle ne participera pas à l'élaboration des programmes et à leur mise en pratique, nous ne pouvons pas le classer parmi les vrais bénéficiaires.

Compte tenu de ces considérations, nous définissons notre population d'enquête comme étant constituée uniquement des "paysans progressistes" et des "paysans de contact". Les premiers sont ceux qui ont déjà compris la supériorité des techniques de travail proposées par la S.R.D. par rapport aux moyens traditionnels et qui les appliquent sans aucune obligation dans leurs aires d'exploitation agricole. Ils se font remarquer par leur active participation à tous les programmes de la S.R.D. dans leur milieu. Les paysans de contact sont des paysans progressistes en devenir. Ils sont dits "de contact" parce que c'est chez eux que se font les démonstrations des nouvelles méthodes culturales.

Dans chaque ménage de paysans progressistes ou de paysans de contact, le mari et son épouse étaient tous nos informateurs. Ceci montre bien que notre population d'enquête a au moins 18 ans pour les femmes et au moins 21 ans pour les hommes, âges légaux de mariage.

IV.3.4. La pré-enquête

Effectuée sur deux collines de la commune de NYABIHANGA en province de MURAMVYA, la pré-enquête a porté sur 19 personnes appartenant à la catégorie de population que nous avons décrite plus haut; 11 hommes et 8 femmes dont les âges sont respectivement donnés par le tableau suivant :

Tableau n° 3: La population interrogée dans la pré-enquête

Collines	Informateurs	Variables	
		Sexe	Age(en ans)
1.MITERAMA	1	M	41
	2	M	44
	3	M	53
	4	F	41
	5	F	23
	6	F	25
	7	M	39
	8	F	35
	9	F	37
	10	M	46
	11	M	48
	12	M	48
2.BUTEGEYE	13	M	38
	14	M	66
	15	F	53
	16	F	34
	17	F	36
	18	M	60
	19	M	23

Ces personnes ont été choisies en fonction de deux variables, le sexe et l'âge, que nous croyions pertinentes pour aborder cette étude.

Pour la variable "sexe", nous pensions que la transformation des habitudes sociales pourrait s'opérer différemment chez les hommes et chez les femmes. Et cela tiendrait à la division du travail selon le sexe, et par conséquent aux responsabilités qui incombent à chacun des deux conjoints dans la gestion globale des affaires familiales. En effet, comme Uma LELE le souligne quand il parle de l'Afrique en général :

> "Alors que les cultures de rapport et les travaux pénibles tels que le labour incombent en général aux hommes, les cultures vivrières et les travaux moins astreignants tels que le sarclage reviennent le plus souvent aux femmes. Celles-ci se chargent également du gros des travaux domestiques comme la cuisine, les corvées de bois et d'eau, et la garde des enfants. L'apport total de travail selon les sexes, est souvent disproportionné. Chez les uns, les hommes travaillent plus que les femmes, chez les autres, c'est l'inverse, ou bien les deux font le même travail." (1)

Cette division du travail selon le sexe existe bel et bien dans la société qui fait objet de notre étude, et c'est ce qui nous avait poussée à retenir la variable "sexe".

Pour la variable "âge", nous pensions que la transformation des habitudes sociales s'opérerait différemment chez les personnes "jeunes" et chez les personnes "âgées". Nous avions appelé "personnes jeunes" celles qui ont entre 18 et 40 ans et "personnes âgées" ceux qui ont 41 ans et plus. Les personnes âgées sont moins enclines au changement, ce qui semble être l'inverse de ce qui se passe chez les "jeunes".

---

1) LELE (Uma), Op.Cit. p.33

L'analyse des données de la pré-enquête nous a montré qu'aucune des variables retenues n'était pertinente. En effet, les propos des hommes et des femmes comme ceux des personnes jeunes ou adultes nous ont révélé des habitudes sociales en mutation sans particularité pour une catégorie de sexe ou d'âge. Ces éléments inhérents aux habitudes sociales tels que mis en exergue par nos interviewés nous ont permis de dégager les principaux thèmes à partir desquels nous avons bâti les hypothèses opérationnelles définitives, après le rejet de celles construites sur base des deux variables précitées.

Compte tenu de ces considération, l'enquête proprement dite a été effectuée sans tenir compte d'aucune de ces variables.

La pré-enquête nous a permis aussi d'améliorer l'intelligibilité du guide d'entretien en nous faisant découvrir le vocabulaire familier à nos informateurs.

IV.3.5. L'enquête.

a) L'échantillonnage.

L'univers d'enquête est constitué par la population bénéficiaire des activités de la S.R.D. KIRIMIRO des sept communes encadrées. Bien que les communes de GITEGA et GIHETA aient été les premières à être encadrées, constituant ainsi le champ de mise en exécution de toutes les activités au programme, elles ne pouvaient pas faire partie de notre échantillon pour deux principales raisons :

- Avant la création de la S.R.D. KIRIMIRO, ces communes ont bénéficié de l'encadrement du projet F.A.O. qui effectuait le même travail en matière de développement rural.
- Elles subissent une grande influence du centre urbain de GITEGA et de ses activités.
  Il est apparu la difficulté d'y déceler l'impact dû à l'intervention de la S.R.D.

Quant aux cinq communes restantes, nous avons procédé à un échantillonnage par hasard (tirage au sort) et nous avons retenu les trois communes suivantes: NYABIHANGA en province de MURAMVYA, BUGENDANA et MUTAHO en province de GITEGA.

Selon la même procédure, cinq collines de recensement par commune retenue ont été choisies. Et sur chaque colline de recensement, nous avons limité le nombre d'informateurs à quatre ménages, soit un total de huit personnes: quatre hommes et quatre femmes. L'effectif prévu pour l'échantillon était de cent vingt (120) personnes.

La représentativité de cet échantillon repose sur ces faits:

- sur les sept communes encadrées par la S.R.D. KIRIMIRO, cinq pouvaient faire partie de notre échantillon (l'explication a été donnée plus haut).
- Sur base de la méthode de tirage au sort, trois sur les cinq communes ont été retenues.

Nous avons suivi, ici, la "méthode oréolaire" selon laquelle,

> "...le tirage au sort se fait non plus entre des individus, mais entre des aires. On divise une carte en quadrillés numérotés, de taille uniforme, et on tire au sort les aires où aura lieu l'enquête... On peut aussi utiliser comme unités du tirage les découpages administratifs (commune, arrondissement, circonscription, parcelles du cadastre)" (1)

La représentativité de trois communes sur cinq est valable.

- A l'intérieur de chaque commune, cinq collines ont été retenues, soit un total de quinze collines sur les soixante-neuf (69) que comptent les trois communes d'enquête. (2)
  Ce choix reste dans les proportions d'une représentativité valable qui, selon Roger MUCCHIELLI, peuvent être de dix pour cent (10 %). (3) Or, en prenant 15 collines sur 69, nous avons représenté l'aire d'enquête à environ vingt et un pour cent (21 %).

---

(1) MUCCHIELLI (Roger), Le questionnaire dans l'enquête psycho-sociale. Connaissance du problème. Applications pratiques
5ème édition revue et augmentée, Paris, Entreprise moderne d'édition, les éditions ESF, 1975, p 21

(2) Voir, plus loin, la "représentation géographique des lieux d'enquête"

(3) MUCCHIELLI (Roger), Op. Cit., p. 17

- concernant le choix des individus à interroger, nous nous étions fixé d'en contacter huit par colline de recensement.

b) L'enquête proprement dite.

Les entretiens avec nos informateurs ont été faits en kirundi. Le guide d'entretien, annexé à la fin du présent travail, est libellé en kirundi et en français.

La rencontre avec les informateurs a eu lieu soit à leur domicile, soit dans leurs exploitations agricoles en pleine activité, et quelquefois, sur les places publiques à l'occasion d'une réunion ou d'un rassemblement de quelque ordre soit-il. Par jour, nous enquêtions sur une colline de recensement.

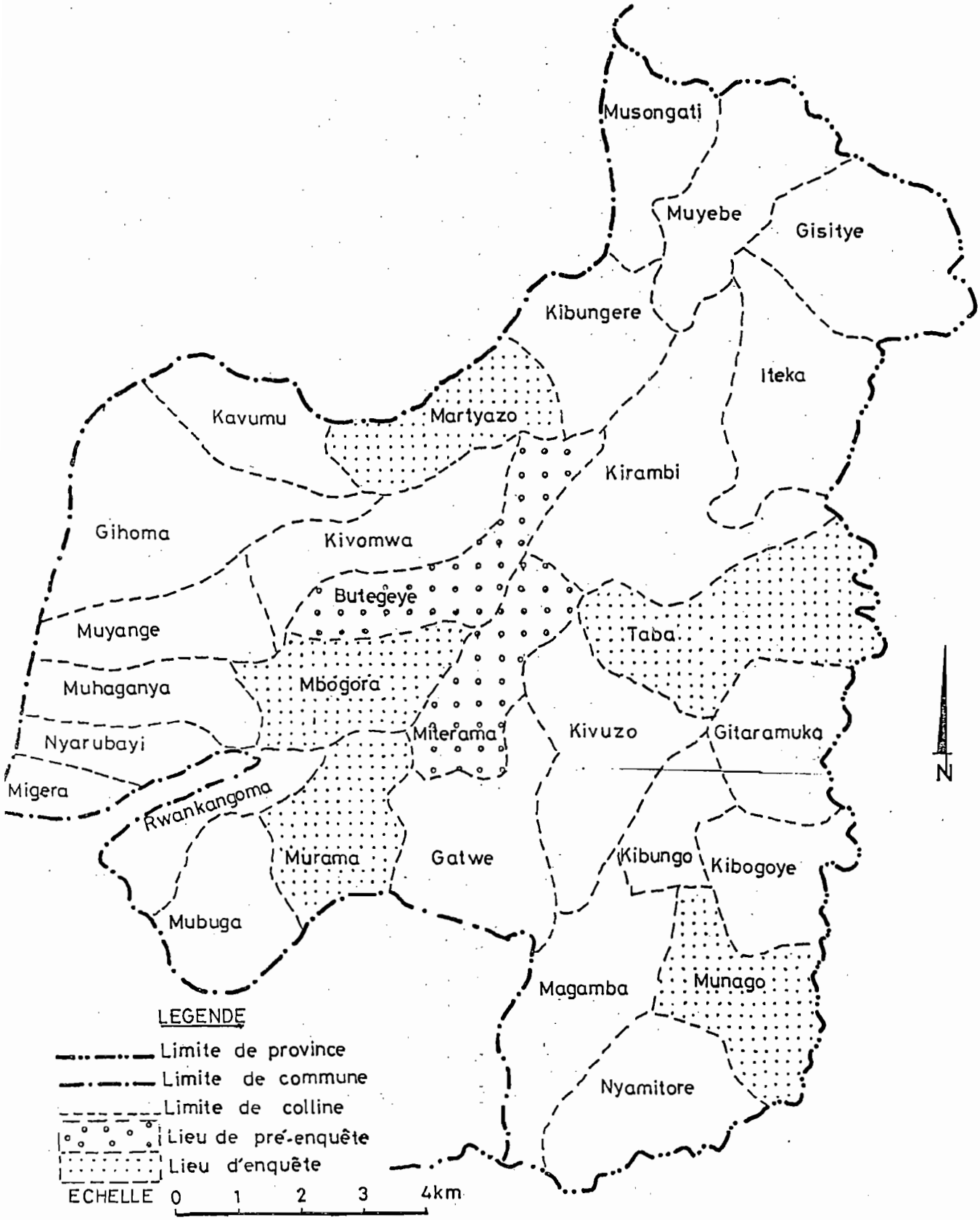
Nous devons préciser que nous n'avons pas interrogé le nombre prévu d'informateurs. Sur certaines collines, la non disponibilité de quelques-uns nous obligeait à en contacter moins de huit. Sur d'autres, nous interrogions plus de huit dans le but de compenser les insuffisances enregistrées dans le premier cas.

- Représentation géographique des lieux d'enquête.

Voir aux deux pages qui suivent.

Carte nº 56

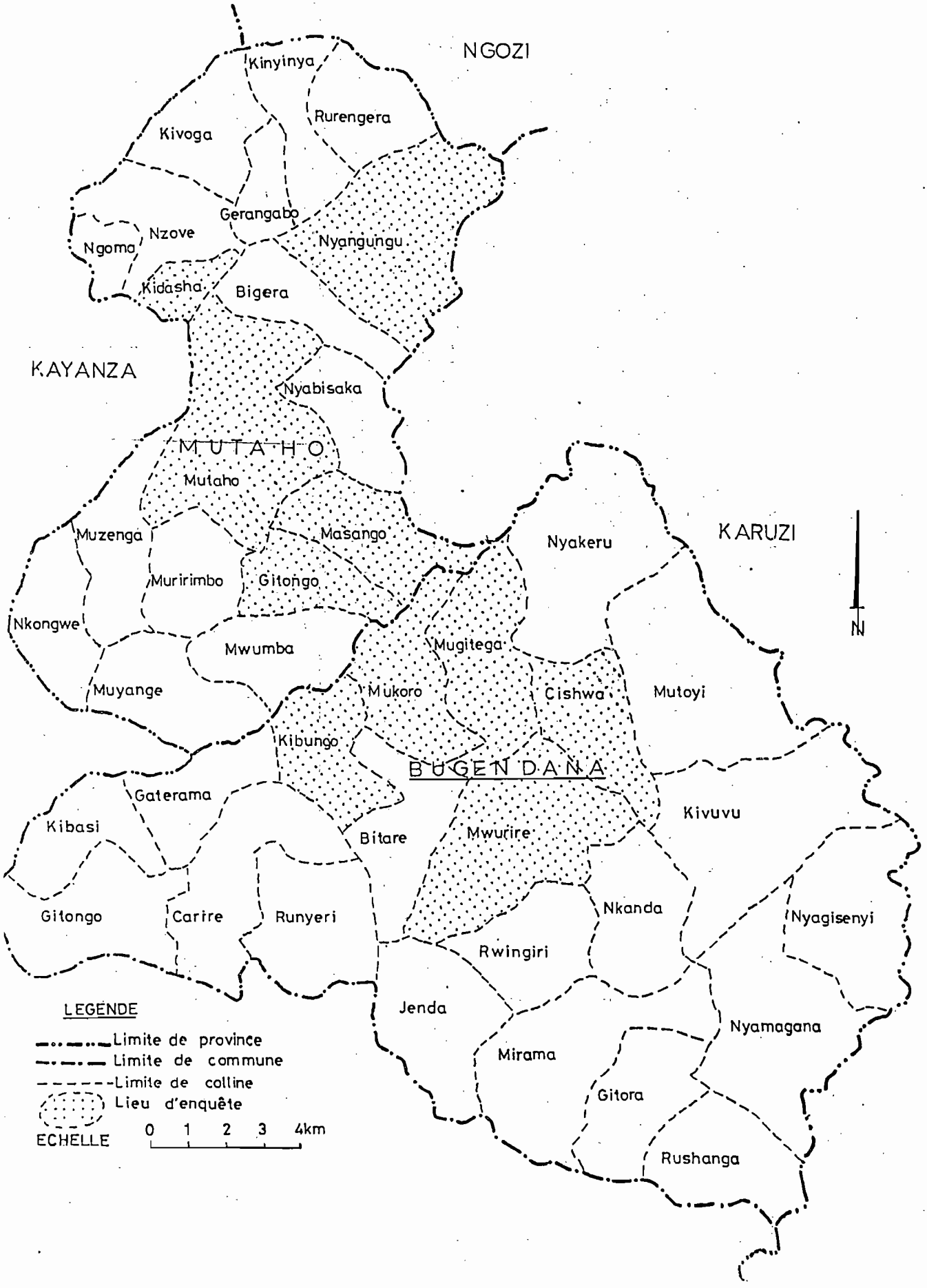
CARTE DE LA COMMUNE NYABIHANGA



Source: Ministère de l'Intérieur,
Département de la Population,
service de la cartographie.

Carte nº 4

CARTE DES COMMUNES MUTAHO ET BUGENDANA



Source: Ministère de l'Intérieur

Tableau n° 4 : Répartition de l'échantillon par colline de recensement.

Commune	Colline de recensement	Nombre d'interviewés		
		Hommes	Femmes	Total
I.NYABIHANGA	1.Matyazo	6	4	10
	2.Taba	8	3	11
	3.Murama	4	6	10
	4.Munago	2	3	5
	5.Mbogora	7	5	12
II.BUGENDANA	1.Mwurire	0	7	7
	2.Cishwa	2	4	6
	3.Mugitega	3	2	5
	4.Mukoro	5	0	5
	5. Kibungo	5	5	10
III.MUTAHO	1.Mutaho	3	3	6
	2.Gitongo	3	4	7
	3.Nyangungu	3	5	8
	4.Masango	3	4	7
	5.Kidasha	3	3	6
TOTAL	15 collines	57	58	115

Nous observons, à l'aide de ce tableau, que le nombre de l'échantillon prévu n'a pas été atteint: 115 bénéficiaires des activités de la S.R.D.KIRIMIRO ont été interrogés alors que la méthode d'échantillonnage en prévoyait 120. L'échantillon a donc connu un taux de mortalité d'environ 4,2 % (déperdition de cinq personnes sur cent vingt). Ce taux de mortalité est très petit et n'ôte pas à l'échantillon son caractère représentatif.

IV.3.6. Le dépouillement.

Le travail de dépouillement a été effectué en deux grands moments: la retranscription et l'analyse des informations recueillies.

1. Le travail de retranscription des informationsenregistrées nous a fait aboutir à des données qualitatives qu'il fallait analyser.

2. L'analyse du contenu: Cette étape consiste à ordonner, à classer et à quantifier les données qualitatives. Elle est abordée sous deux angles: une analyse qualitative et une analyse quantitative.

a) L'analyse qualitative.

Comme Antoine LEON le fait remarquer :

"... le contenu à considérer doit être découpé en unités d'analyse qu'il s'agira ensuite de ranger dans un système de catégories spécialement élaboré en fonction des hypothèses, suivant un code déterminé et en vue d'une exploitation statistique"(1)

Le résultat de cette analyse a pris figure d'un regroupement des informations en deux grands thèmes. Ces derniers sont constitués de sous-thèmes qui, à leur tour, contiennent des indicateurs variés.

b) l'analyse quantitative

Nous avons, ici, compté les fréquences d'apparition des différents indicateurs, ce qui revenait à déterminer le nombre de sujets qui les avaient évoqués.

Le travail qui devait suivre le dépouillement était celui de trouver la signification des informations recueillies. C'est ce qui va être mis en lumière par la deuxième partie. Celle-ci présente dans un premier temps les données globales, fruit du dépouillement. Dans un second temps, elle se penche sur l'analyse et l'interprétation que nous avons faites de ces données.

---

(1) LEON (Antoine), Op.Cit., p 181

D E U X I E M E P A R T I E

PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES.

CHAPITRE I. PRESENTATION DES DONNEES

Tableau nº 5 : Tableau synoptique des différents thèmes

Thème	Sous-thème	Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
I. Acceptation de la S.R.D KIRIMIRO par la population rurale	1. Les mobiles qui sont à la base de la participation aux diverses activités de la S.R.D. sont les avantages que la population en tire:	La mise en pratique des enseignements reçus améliore la production	114	99,13
		Acquisition de nouvelles variétés de cultures plus productives que les anciennes	13	11,30
		Acquisition de nouvelles méthodes culturales	12	10,43
		Le nouveau système d'octroi des primes d'encouragement aux meilleurs participants	1	0,87
	2. L'image que la population bénéficiaire a de la SRD KIRIMIRO est positive	- La S.R.D. KIRIMIRO n'a aucun point négatif	92	80
		- Souhait d'une intensification des réalisations	60	52,17
		- Appréciation des réalisations déjà faites	54	46,96
		Citation de quelques points négatifs.	22	19,13

Thème	Sous-thème	Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
II. Amélioration des conditions de vie.	1. Alimentation et nutrition	Depuis que nous sommes encadrés par la S.R.D., la production satisfait la consommation locale tout au long de l'année.	108	93,91
		Le surplus est vendu au marché	92	80
		La production agricole a augmenté en quantité et en qualité.	37	32,17
		Nous consommons les nouvelles variétés de plantes apportées par la S.R.D.	5	4,35
	2. Epargne	J'ai épargné à la COOPEC	85	73,91
		Nous n'achetons plus les semences, nous les conservons de notre propre production	27	23,48
		Investissement des revenus monétaires dans l'élevage par l'achat d'animaux domestiques	15	13,04
		Agrandissement des exploitations familiales par l'achat de terrains.	10	8,70

Thème	Sous-thèmes	Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
II (suite)	3. Habillement	Les revenus monétaires, surtout ceux du café, permettent de se procurer des habits	84	73,04
		Grâce aux pistes de pénétration, les habits que l'on porte gardent leur propreté, contrairement à la période antérieure à l'établissement de la S.R.D. où l'on se tachait de rosée, de boue et d'autres saletés en empruntant les sentiers ou les savanes	46	40
	4. Habitation	La vente du café permet la construction de nouvelles maisons solides: avec des briques, des tuiles ou des tôles et éventuellement du ciment.	43	37,39
		Les revenus monétaires permettent divers équipements domestiques	37	32,17
		Avec la création des pistes de pénétration, la tendance actuelle est de construire des maisons le long de ces voies	25	21,74

Thème	Sous-thèmes	Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
II.(suite)	5. Education	Nous vendons les produits agricoles et nous obtenons de l'argent qui nous sert à payer les frais de scolarité des enfants et leur matériel scolaire.	58	50,43
		Les enseignements de la S.R.D. améliorent les connaissances de la population bénéficiaire en matière agricole	16	13,91
	6. Santé	La S.R.D. nous a protégés contre bien des maladies par l'aménagement des sources d'eau potable	111	96,52
		Les revenus monétaires perçus de la production agricole permettent de payer les soins de santé pour sa famille.	55	47,83
		Les pistes de pénétration facilitent le transport des malades vers l'hôpital à l'aide de la civière traditionnelle "inderuzo"	24	20,74
		Grâce à la consommation des produits agricoles suffisants, on contribue à l'entretien de la santé.	13	11,30
		Avec la création des pistes de pénétration sur les collines, on peut avoir recours à une ambulance pour transporter un malade jusqu'à l'hôpital.	4	3,48

Thème	Sous-thèmes	Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
II.(suite)	7.Les conditions de travail	Les usines de dépulpage - lavage du café ont allégé la tâche des producteurs en exécutant ce travail difficile à leur place	98	85,22
	8. La sécurité sociale	Les cas de vol des grains de café n'existent plus grâce à la création des usines de dépulpage-lavage du café. Le café récolté est directement acheminé vers l'usine.	53	46,09
		Les pistes ont réduit les dangers qui pouvaient être courus quand, en se déplaçant, on empruntait les savanes	49	42,61
		Quand la production a permis une épargne monétaire, on se sent sécurisé parce qu'on sait qu'on aura de l'argent pour satisfaire un besoin imprévu.	17	14,78
	9. Possibilités de transport	Les pistes de pénétration ont contribué au désenclavement des collines. Des véhicules peuvent y accéder, ce qui n'existait pas avant.	23	20
		Ceux à qui la production a permis d'acheter un vélo circulent aisément depuis la mise sur place des pistes de pénétration.	13	11,30

CHAPITRE II. ANALYSE ET INTERPRETATION

II.1. Acceptation de la S.R.D. KIRIMIRO par la population rurale.

II.1.1. Les mobiles qui sont à la base de la participation aux diverses activités de la S.R.D. sont les avantages que la population en tire.

Tableau n° 6: Présentation des résultats relatifs au sous-thème retenu

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
La mise en pratique des enseignements reçus améliore la production	114	99,13
Acquisition de nouvelles variétés de cultures plus productives que les anciennes.	13	11,30
Acquisition de nouvelles méthodes culturales	12	10,43
Le nouveau système d'octroi des primes d'encouragement aux meilleurs participants	1	0,87

Dans ce tableau n° 6 comme dans ceux qui vont suivre, les différents indicateurs sont classés selon l'ordre décroissant des fréquences.

D'après ce tableau, 114 sur 115 bénéficiaires interrogés (soit 99,13 %) participent aux diverses activités de la S.R.D. KIRIMAIRO parce que la mise en pratique des enseignements reçus améliore la production. Une seule personne n'a pas donné cette réponse. Sa participation a été motivée par l'apport, par la S.R.D., de nouvelles variétés de cultures plus productives. Nous constatons finalement que la participation de tout le monde a été dictée par la recherche d'une production meilleure.

Il faut également noter que l'amélioration de la production conséquente à la mise en pratique des enseignements reçus n'est pas le seul mobile de participation pour les 114 individus qui l'ont évoquée. 10 d'entre eux ont en même temps pensé à l'acquisition de nouvelles variétés de cultures plus productives, 9 ont en même temps parlé de l'acquisition de nouvelles méthodes culturales, tandis que 3 autres ont évoqué les premier, deuxième et troisième indicateurs (voir supra). L'association de ces indicateurs peut s'expliquer par le fait que les nouvelles variétés de cultures sont plus productives et que les nouvelles méthodes culturales concourent à l'augmentation de la productivité des exploitations agricoles. Nous pouvons donc dire que les 13 et les 12 réponses qui ont respectivement évoqué les deuxième et troisième indicateurs reflètent, elles aussi, l'idée de la recherche d'une meilleure production.
Pour la seule réponse parlant d'une participation motivée par le système d'octroi des primes d'encouragement, elle a été livrée par un informateur qui a évoqué tous les quatre indicateurs. Nous pensons que c'est un bénéficiaire exemplaire qui, ayant déjà obtenu une prime d'encouragement, voudrait toujours continuer dans la même voie.

Nous sommes amenée à dire que les mobiles de participation de nos informateurs aux différentes activités de la S.R.D. leur sont intrinsèques. C'est-à-dire que la participation a été décidée par les paysans eux-mêmes et non imposée de l'extérieur. La population rurale n'a pas contribué au processus de décision de la création de la S.R.D. L'institution est donc venue de l'extérieur. Dans ses débuts, elle était sujet à provoquer deux réactions de la part de la population locale: le rejet ou la prise en charge. Et c'est cette dernière qui s'est opérée. D'après les informations que nous venons d'analyser, cette prise en charge du projet par la population rurale n'a pas été dictée par les simples sollicitations auxquelles elle est soumise, mais plutôt par les avantages qui peuvent en être tirés. L'intérêt capital de la participation des 115 interviewés est l'amélioration de la production agricole.

II.1.2. L'image que la population bénéficiaire a de la S.R.D. KIRIMIRO est positive.

Tableau n° 7: Présentation des données relatives à l'image que la population a de la S.R.D. KIRIMIRO

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
La S.R.D. KIRIMIRO n'a aucun point négatif	92	80
Souhait d'une intensification des réalisations	60	52,17
Appréciation des réalisations déjà faites	54	46,96
Citation de quelques points négatifs	22	19,13

Ce sous-thème a été dégagé des informations recueillies sur la question qui demandait de donner son point de vue sur la S.R.D. et ses réalisations. Comme le tableau n° 7 l'indique, 92 sur les 115 interviewés (soit 80 %) ne trouvent à la S.R.D. aucun point négatif. Nous attribuons d'un côté la justification de ce pourcentage élevé au premier sous-thème analysé plus- haut: satisfaits par une production qui s'est améliorée et fascinés par les autres réalisations comme la construction des usines de dépulpage- lavage du café, les aménagements des sources d'eau potable, le tracement des pistes de pénétration sur les collines, etc., les paysans trouvent, en effet, que tout est très bien fait. Nous rapportons dans les lignes qui suivent les propos qui résument le point de vue de la majorité des interviewés :

1."Nta kintu na kimwe twonegura. Oya nta na kimwe. Oyaaa. Yaradufashije gose nta na kimwe umuntu yovyiyumvirako. Oyaaa."

c'est-à-dire

"Nous ne trouvons aucun point négatif. Non, point du tout. Non, non, non. Elle (la S.R.D.) nous a beaucoup aidés, aucun point négatif ne peut être souligné par personne. Non, non, non."

2."Ntaco twaneguye. Twebwe twasanze ari vyiza. Eka ntaco twaneguye".

C'est-à-dire :

"Nous n'avons rien déprécié. Nous, nous avons constaté que c'était merveilleux. Vraiment, nous n'avons rien déprécié."

3."Oya ntaco nonegura. Nkakinegura kandi mbona kora nararima sinsorome ! ubu mbona ko ari neza, ndarima nkarya. N'amafaranga nkuramwo nkayagura nk'i pétrole, isabuni, umwana nkamuha ico akeneye."

C'est-à-dire :

"Non, je ne saurais rien déprécier. Puis-je déprécier quelque chose lors même qu'autrefois, je cultivais mais ne récoltais guère ! Maintenant tout a changé: je cultive et je mange. Même l'argent que j'en tire, je m'en sers pour acheter du pétrole, du savon; et je pourvois aux besoins de mes enfants."

Par ailleurs, certains informateurs n'auraient pas voulu relever des points négatifs parce qu'ils nous assimilaient à un agent de la S.R.D. Dans la consigne qui précédait les entretiens, nous informions nos enquêtés que nous n'étions pas de la S.R.D., que nous étions une étudiante qui faisait ses propres recherches; cela n'a guère empêché que certains ne se soient pas laissés convaincre.

Comme le tableau l'indique, seuls 22 informateurs ont relevé quelques points négatifs. Ces derniers sont au nombre de quatre :

- Quelques fois, l'engrais chimique qui est acheté est de mauvaise qualité.
- Les usines de dépulpage- lavage sont insuffisantes. Il est indisposant de faire la chaîne à attendre son tour pour être servi, et cela pendant toute une journée, une journée et une nuit, voire deux jours.
- Des chèvres de bonne qualité nous ont été promises mais il y a longtemps que nous les attendons.

- Les usines sont éloignées les unes des autres. Quand les caféiers ont bien donné et qu'on habite à mi-distance entre deux usines, il est difficile de tout transporter sur sa tête jusqu'à l'usine.

60 interviewés sur 115 ont souhaité que la S.R.D. intensifie ses réalisations, tandis que 54 les ont tout simplement appréciées. Ces deux réponses reflètent une satisfaction éprouvée eu égard aux activités de la S.R.D. KIRIMIRO dans le milieu rural. La proportion de ces sujets, c'est-à-dire un total de 114, soit 99,13 %, montre que les réalisations de la S.R.D. ont connu des succès dans sa zone d'opération. Et le fait que beaucoup de personnes n'y trouvent pas de point négatif vient encore appuyer ce point de vue.

II.1.3. Conclusion sur le thème

Au terme de l'analyse du premier sous-thème, nous avons découvert que la participation de la population rurale aux activités de la S.R.D. KIRIMIRO est une décision personnelle. Et ce choix a été fait parce qu'il est profitable. En effet, les bénéficiaires interrogés ont découvert qu'en offrant leur participation à la S.R.D., ils reçoivent une grande récompense à savoir l'augmentation de leur production. Et cela est d'une importance considérable dans la mesure où cette population vit essentiellement du travail agricole. Ces participants ont compris qu'il faut donner un oeuf si on veut avoir un boeuf. C'est ce que BABA-MOUSSA a souligné en affirmant que :

> "L'apport du bien-être de l'étranger comme une manne du ciel est loin d'être le développement car le peuple, ne prenant pas conscience de sa réalité de tous les jours, ne peut prétendre à un développement auquel il ne participe pas. Le développement ne peut pas être une imposition à créer un bien-être par des agents extérieurs à la réalité journalière des masses. La participation de la population reste indispensable." (1)

(1) BABA - MOUSSA (Sidicou), Op.Cit. p 29

L'apparition du deuxième sous-thème, à savoir l'image positive que les bénéficiaires ont de la S.R.D. KIRIMIRO est liée au premier. En général, on accepte quelque chose quand on l'apprécie, donc quand on en a une image positive.

Cette situation est, pour la S.R.D. KIRIMIRO, un de ses gages de travail. Pour réussir, tout projet de ce type a besoin de la participation de la population locale.

II.2. Amélioration des conditions de vie

II.2.1. L'alimentation et la nutrition.

Tableau nº 8: Présentation des données relatives aux conditions alimentaires et nutritionnelles.

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
Depuis que nous sommes encadrés par la S.R.D., la production satisfait la consommation locale tout au long de l'année.	108	93,91
Le surplus est vendu au marché	92	80
La production agricole a augmenté en quantité et en qualité	37	32,17
Nous consommons les nouvelles variétés de plantes apportées par la S.R.D.	5	4,35

Nous lisons dans ce tableau nº 8 que pour 108 sur les 115 interviewés, la production agricole satisfait la consommation locale depuis qu'ils sont encadrés par la S.R.D. Et la majorité d'entre eux (93, soit 86 %) ajoutent que la situation se produit quand les conditions climatiques ont été bonnes.

Nous lisons également qu'en plus de la consommation locale, 92 personnes obtiennent un surplus qu'elles vendent au marché.

Ces deux indicateurs qui sont apparus à de grandes fréquences, soit en pourcentages respectifs de 93,91 et 80 reflètent l'idée de l'amélioration des conditions alimentaires et nutritionnelles. En participant à la mise en pratique des thèmes agricoles vulgarisés par la S.R.D., les bénéficiaires sont d'abord parvenus à satisfaire la consommation locale. Ensuite, ils ont eu des surplus à vendre qui leur procurent de l'argent.

37 personnes sur 115 ont dit que la production a augmenté tant dans sa quantité que dans sa qualité. Et parmi elles 37; 36 sont ceux qui en même temps ont évoqué le premier indicateur à savoir la satisfaction de la consommation locale tout au long de l'année. Nous trouvons qu'ils ont voulu insister sur l'amélioration de l'aspect qualitatif de la production. Leur rapport sur l'échantillon total, c'est-à-dire 36 sur 115 ou 31,30 % laisse voir qu'ils ne sont pas nombreux. Mais, cette proportion n'est pas non plus négligeable. Nous déduisons de ce fait que la population commence à attacher de l'importance à la qualité de l'alimentation. Donc l'amélioration des conditions nutritionnelles a déjà pris ses assises.

Pour 5 personnes, soit 4,35 % de l'échantillon, la consommation des nouvelles variétés de plantes apportées par la S.R.D. contribue à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition. Les individus qui ont donné ce point de vue font tous partie de ceux qui ont évoqué le premier indicateur. Nous pensons qu'ils ont voulu exprimer que les nouvelles variétés de plantes ont contribué dans l'augmentation de la production agricole.

Conclusion sur le sous-thème :

Compte tenu de ce qui précède, les conditions alimentaires et nutritionnelles des personnes constituant notre échantillon ont été améliorées depuis leur encadrement par la S.R.D.

Nous constatons également que leur économie a dépassé le stade d'une économie de subsistance, c'est-à-dire :

> "... se caractérisant par le fait que la société ne produit que les biens dont elle a immédiatement besoin pour sa subsistance, sans constituer de stock pour une longue période" (1)

(1) ALBOUY (Serge), Eléments de sociologie et de psychologie sociale, Privat, 1976, p 126

II.2.2. L'épargne

Tableau nº 9: Présentation des données relatives à la situation de l'épargne.

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
Jai épargné à la COOPEC	85	73,91
Nous n'achetons plus les semences nous les conservons de notre propre production.	27	23,48
Investissement des revenus monétaires dans l'élevage par l'achat d'animaux domestiques	15	13,04
Agrandissement des exploitations familiales par l'achat de terrains	10	8,70

Les informations relatives à ce sous-thème dégagent chez les membres de notre échantillon, l'existence des deux formes d'épargne données plus haut par Marc PENOUIL: l'épargne monétaire et l'épargne en nature.

a) L'épargne monétaire

85 sur 115 interviewés, soit 73,91 % de l'échantillon ont ouvert des comptes à la COOPEC. Nous remarquons que ce pourcentage est élevé. Deux grands éléments peuvent expliquer ce phénomène. D'une part, notons la production agricole qui a augmenté. Par conséquent, les revenus monétaires issus de la vente des produits vivriers et surtout de celle du café ont aussi augmenté. Et selon le point de vue de Marc PENOUIL,

> "En milieu rural, une fraction très importante du revenu additionnel est épargnée " (1)

D'autre part, il y a eu, dans la zone d'opération de la S.R.D., la création d'institutions d'épargne, les COOPEC.

---

(1) PENOUIL (Marc), Op.Cit. p 92

b) L'épargne en nature

Le tableau nous donne trois types d'épargne en nature :

- le stock des semences
- l'achat d'animaux domestiques à élever,
- l'achat des terrains d'exploitation agricole.

1. Quand la production agricole n'arrive pas à satisfaire la consommation locale, il y a des ménages qui, s'ils n'imposent pas quelque austérité dans leur gestion du budget familial, se retrouvent dépourvus de semences à la période de semis. Ils sont alors obligés de chercher de l'argent pour les acheter. 23,48 % de notre échantillon nous ont informée que depuis qu'ils sont encadrés par la S.R.D., ils n'achètent plus les semences. Celles-ci sont conservées à partir de la production locale. Le constat étant établi que ce pourcentage est infime, nous pouvons dire que peu de gens sont arrivés à cette fin. Cet état de fait peut être un autre élément explicatif du pourcentage élevé des gens qui ont des comptes à la COOPEC. En effet, sachant que la production agricole ne pourra pas satisfaire en même temps la consommation locale et le semis, des agriculteurs peuvent épargner de l'argent qui leur servira à acheter les semences en temps opportun.

2. 15 interviewés, soit 13,04 % ont investi une part de leurs revenus monétaires dans l'élevage. Les animaux qu'ils ont cités sont les vaches, les chèvres et les poules. Nous constatons, de part les chiffres, que ce type d'épargne n'a pas beaucoup de succès.

3. 10 interviewés, soit 8,70 % ont évoqué, comme type d'épargne en nature, l'achat de terrains d'exploitation agricole. L'indicateur est très peu représenté. Nous donnons ici deux des explications possibles:

- Ce type d'investissement exige beaucoup d'argent alors que les revenus monétaires du milieu rural demeurent toujours bas.
- Etant donné que les terres sont rares, il n'y en a plus beaucoup à vendre.

Conclusion sur le sous-thème

Nous constatons que l'épargne monétaire a plus de clients que les trois autres indicateurs. Nous pouvons donc dire que, chez les bénéficiaires de la S.R.D. KIRIMIRO interviewés, l'épargne monétaire l'emporte sur l'épargne en nature. La S.R.D. a donc contribué dans la stimulation de l'épargne rurale. Par cette dernière, il faut entendre:

> "... l'épargne qui est générée par des personnes résidant dans les zones rurales (y compris les petits centres urbains de ces zones) ou qui est destinée à bénéficier à ces personnes." (1)

Elle est également

> "... celle dont sont générateurs ou titulaires les producteurs du secteur dit 'primaire', c'est-à-dire exploitant directement les ressources du sol (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, chasseurs,...) et les producteurs d'artisanat local." (2)

II.2.3. L'habillement

Tableau nº 10: Présentation des données relatives aux conditions d'habillement

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
Les revenus monétaires, surtout ceux du café, permettent de se procurer des habits	84	73,04
Grâce aux pistes de pénétration, les habits que l'on porte gardent leur propreté, contrairement à la période antérieure à l'établissement de la S.R.D. où l'on se tachait de rosée, de boue et d'autres saletés en empruntant les sentiers ou les savanes.	46	40

(1) République Française, Ministère des Relations Extérieures Coopération et développement, Méthode de mobilisation de l'épargne rurale dans les pays africains, Paris, Ministère des Relations Extérieures, 1983, p 14

(2) Idem, p 15

Le premier indicateur a été évoqué par une partie importante de l'échantillon: 84 personnes sur 115, soit un pourcentage de 73,04. Cette fréquence élevée signifie que les interviewés trouvent dans l'augmentation de la production agricole un moyen d'amélioration de l'habillement.

Pour 46 interviewés, un autre élément a également contribué dans l'amélioration de l'habillement: c'est le traçement des pistes de pénétration sur les collines. Avant la mise en place de ces pistes de pénétration, les gens se déplaçaient en empruntant les sentiers ou tout simplement ils traversaient des savanes non défrichées. Dans ces conditions, leurs habits étaient exposés à beaucoup de saletés. Par contre depuis que les pistes de pénétration existent, la situation a changé. D'après le tableau relatif au sous-thème parlant de l'habillement, 40 % des interviewés reconnaissent cet avantage. C'est là un fait qui témoigne quelque souci éveillé en eux de porter des habits propres. Nous constatons donc que l'esthétique vestimentaire ne préoccupe nullement une grande partie de notre échantillon.

Conclusion sur le sous-thème

Le premier indicateur ayant été beaucoup évoqué tandis que le second ne l'a été que peu, nous en venons à conclure qu'il y a des rapports inavoués entre l'amélioration de la production agricole et celle de l'habillement. Toutefois, la recherche pure de l'aspect esthétique dans l'habillement n'est pas encore le point de vue de beaucoup de personnes.

II.2.4. L'habitation

Tableau n° 11: Présentation des données relatives aux conditions de l'habitat.

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
La vente du café permet la construction de nouvelles maisons solides avec des briques, des tuiles, des tôles et éventuellement du ciment	43	37,39
Les revenus monétaires permettent divers équipements domestiques	37	32,17
Avec la création des pistes de pénétration, la tendance actuelle est de construire des maisons le	25	21,74

Pour 43 interviewés, une utilité de la culture du café, c'est qu'elle offre de l'argent permettant des constructions de nouvelles maisons qui sont solides. La proportion des gens qui ont évoqué cet indicateur n'est pas assez grande: 37,39 %. Elle nous montre que peu de gens sont déjà parvenus à se bâtir une maison solide grâce aux revenus du café. Mais il faut noter que ce pourcentage est quand même significatif. Les maisons d'habitation ont déjà commencé à être améliorées, et ce, grâce à l'encadrement des "bénéficiaires" du programme "intensification de la culture du café" par la S.R.D. KIRIMIRO.

Nous lisons dans le même tableau que les revenus monétaires issus de la production agricole permettent divers équipements domestiques chez 32,17 % des inteviewés. Donc peu de gens ont déjà bénéficié de cet avantage.

Nous pensons que les interviewés qui ont parlé du troisième indicateur sont ceux qui habitent déjà dans des maisons groupées le long des pistes de pénétration. La situation n'aurait pas été évoquée si elle n'était pas vécue. Avec un pourcentage de 21,74, nous remarquons que cette nouveauté n'est présente que chez une faible partie de notre échantillon.

Conclusion sur le sous-thème

L'amélioration des conditions de l'habitat a déjà eu ses bases, mais les besoins en logements neufs et solides sont loin d'être satisfaits pour tout le monde. Parallèlement et subséquemment, peu de gens parviennent à se procurer le matériel d'équipement domestique. Concernant le type d'habitat, bien que le regroupement des maisons le long des pistes de pénétration ait déjà été amorcé, le type d'habitat dispersé reste dominant.

II.2.5. L'éducation

Tableau n° 12: Présentation des données relatives aux conditions éducatives

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
Nous vendons les produits agricoles et nous abtenons de l'argent qui nous sert à payer les frais de scolarité des enfants et leur matériel scolaire.	58	50,43
Les enseignements de la S.R.D. améliorent les connaissances de la population bénéficiaire en matière agricole	16	13,91

Pour 58 interviewés (soit 50,43 %), l'amélioration de la production agricole a favorisé la scolarisation de leurs enfants. En effet, les revenus monétaires qu'ils en tirent les aident à payer les frais de scolarité des enfants et le matériel scolaire. La proportion des bénéficiaires qui reconnaissent cet avantage est à peu près égale à la moitié de l'échantillon.
Si au moins la moitié de ces bénéficiaires sont arrivés à satisfaire les besoins relatifs à l'éducation (c'est-à-dire la scolarisation) de leurs enfants, grâce aux prestations et à l'encadrement par la S.R.D. KIRIMIRO, nous reconnaissons la contribution de cette dernière dans la promotion de l'éducation formelle.

16 sur 115 interviewés reconnaissent que les séances d'animation (explication et démonstration des thèmes à vulgariser) améliorent les connaissances de la population bénéficiaire en matière agricole. Nous pensons que cette reconnaissance reflète une certaine soif éprouvée face à la "formation".

II.2.6. La santé

Tableau n° 13: Présentation des données relatives aux conditions sanitaires.-

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
La S.R.D. nous a protégés contre bien des maladies par l'aménagement des sources d'eau potable.	111	96,52
Les revenus monétaires perçus de la production agricole permettent de payer les soins de santé pour sa famille	55	47,83
Les pistes de pénétration facilitent le transport des malades vers l'hôpital à l'aide de la civière traditionnelle "inderuzo"	24	20,74
Grâce à la consommation des produits agricoles suffisants, on contribue à l'entretien de la santé	13	11,30
Avec la création des pistes de pénétration sur les collines, on peut avoir recours à une ambulance pour transporter un malade jusqu'à l'hôpital	4	3,48

Compte tenu de la définition que nous avons donnée à la notion de "système de santé" (voir supra), trois de ses six grandes fonctions sont retrouvées dans les informations recueillies de l'échantillon d'enquête: les soins médicaux, la prévention sanitaire et le transport des malades.

a) la prévention sanitaire.

Selon le tableau donné précédemment, la S.R.D. a protégé sa population bénéficiaire contre beaucoup de maladies par l'aménagement des sources d'eau potable. Cet indicateur a été souligné par 111 personnes sur 115, soit 96,52 % de l'effectif de l'échantillon. Nous remarquons que ce point de vue a été un consensus pour la majorité des interviewés. La mise en place des sources d'eau potable a donc nourri la prise de conscience par la population locale de leur utilité dans l'ensemble des conditions sanitaires.

Un autre indicateur entre dans cette fonction de la prévention sanitaire: "Grâce à la consommation des produits agricoles suffisants, on contribue à l'entretien de sa santé". Cela est l'avis de 11,30 % des inteviewés. Pour nous, cette faible proportion exprime le fait que le souci d' entretenir la santé par l'amélioration de la qualité alimentaire n'existe que chez une minorité parmi nos interviewés. Après avoir constaté une amélioration générale des conditions alimentaires et nutritionnelles, il paraît paradoxal que 11,30 % seulement des interviewés reconnaissent leur contribution dans l'entretien de la santé. Nous donnons ici une des raisons qui peuvent être à la base de cette situation: le manque d'une éducation sanitaire conduite avec méthode. En effet d'une part, les programmes des centres de santé qui s'en occupent n'opèrent pas d'une façon systématique. D'autre part, l'exécution du volet "Nutrition et Hygiène" que la S.R.D. a inscrit sur le listing de ses activités n' a pas encore couvert les communes dans lesquelles nous avons fait notre enquête. Deux communes demeurent les pôles de prédilection de ces programmes, à savoir GITEGA et GIHET

b) Les soins de santé.

Un indicateur relatif à cette fonction a été cité par 55 informateurs. Pour eux, les revenus monétaires perçus de la production agricole permettent de payer les soins de santé à leurs familles respectives. Du fait que la production agricole a augmenté avec l'encadrement de la population par la S.R.D. KIRIMIRO, il s'ensuit un accroissement des ressources monétaires allouées aux soins de santé. Tel est du moins l'avis de 47,83 % de nos interviewés. Nous voyons à travers ce pourcentage, que l'opinion est encore loin d'être partagé par tout le monde. Cela signifie que la S.R.D. a peu influencé la demande des soins de santé.

c) Le transport des malades.

Deux indicateurs sont en rapport avec la fonction du transport des malades. Nous en relevons deux moyens de transport: l'emploi de la civière traditionnelle appelée "inderuzo"(1) et le recours à un véhicule servant d'ambulance.

(1) Terme rundi

Comme nous l'observons dans le tableau nº 13, 24 personnes font noter que la mise en place des pistes de pénétration a facilité le transport des malades vers l'hôpital à l'aide des civières. En effet, ce moyen qui fait un recours obligé à quatre porteurs, deux à deux parallèles, devient aisé lorsque la voie est assez large. Avant le tracement des pistes, les quatre porteurs qui ne pouvaient pas marcher tous dans un même sentier étaient obligés de piétiner les jardins, abîmant de ce même fait les cultures sur les bordures des champs. En outre, le malade transporté subissait beaucoup de secousses. Ceux de nos informateurs qui ont donné ce point de vue sont dans la proportion de 20,74 % de l'échantillon. Cette utilité des pistes de pénétration n'est donc reconnue que par une faible partie de notre population d'enquête. Cela paraît paradoxal si l'on sait que l'usage de la civière est le grand moyen de transport de malades dont dispose la population rurale. Toutefois, nous pouvons dire avec les 24 interviewés qui ont avancé l'opinion que la S.R.D. a, de la sorte, contribué à l'amélioration du transport des malades vers les hôpitaux et les centres de santé.

Le recours à une ambulance dans le déplacement des malades vers les soins de santé a été mis en relief par 4 personnes. La proportion de ces dernières par rapport à l'effectif total de l'échantillon étant de 3,48 %, donc très petite, nous nous autorisons de négliger leur avis.

Conclusion sur le sous-thème

Un seul indicateur révèle une amélioration remarquable des conditions sanitaires: la S.R.D. KIRIMIRO a protégé la population rurale contre beaucoup de maladies en aménageant des sources d'eau potable. Elle a du coup aidé la population locale au niveau de la fonction de la prévention sanitaire, si on considère l'ensemble des fonctions du "système de santé".

La fonction qui vient en deuxième lieu est celle des soins médicaux. L'augmentation de la production agricole des bénéficiaires des activités de la S.R.D. a entraîné celle de leurs revenus monétaires; par voie de conséquence, les gens se sont vus pourvus de plus de moyens pour subvenir à leurs soins de santé.

La fonction du transport des malades est la moins couverte.

Nous constatons en définitive qu'il s'est produit, chez la population en question, une amélioration en ce qui concerne le profit du "système de santé".

II.2.7. Les conditions de travail.

Nous avons relevé un seul indicateur qui cadre avec les conditions de travail. Pour 98 interviewés, les usines de dépulpage - lavage du café ont allégé la tâche des producteurs en exécutant ce travail difficile à leur place. Le pourcentage correspondant qui est de 85,22 montre que l'existence de cet avantage est très soutenue par les bénéficiaires. Nous rapportons, ici, les propos traduisant les opinions de la majorité :

1° "Usine yaratugiriye neza. Kera waramisha akawa, ukakamura, ukagasya, ukaronga, ugasanga umugabo mu gatondo avuye kuronga yuzuye imishururuko, ukanikira, wanura wanikira gushika kume. Ubu uramura ugaca ujana kuri 'usine'. Nta muruho urimwo."

C'est-à-dire :

"L'usine nous a rendu de grands services. Dans le temps quand les caféiers avaient donné, on devait cueillir les grains, on les dépulpait et on les lavait. On pouvait rencontrer très tôt le matin un homme tout mouillé par le suintement du café qu'il venait de laver au ruisseau. Par la suite, le café séchait au soleil, on l'en retirait et l'y réexposait par intermittence jusqu'à ce qu'il soit sec. Actuellement, la cueillette est immédiatement suivie par l'acheminement des grains de café vers l'usine. Il n'y a plus de fatigue".

2."Akamaro k'ayo ma 'usines' ni kanini. Nk'igihe twahora dusya, inyakamwe yararuha cane. Nayo ubu urashora ugaca witahira gukora ibindi".

C'est-à-dire

" L'utilité de ces usines est grande. Quand nous faisions nous-mêmes le dépulpage, celui qui n'avait pas d'aide se fatiguait énormément. Mais maintenant, on vend le café (non dépulpé) à l'usine et on s'en retourne directement à la maison vaquer à d'autres activités".

Les inconvénients relevés du système de dépulpage - lavage des grains de café au sein des ménages sont les suivants :

- le travail de dépulpage, de lavage et de séchage des grains de café prenait beaucoup de temps et empêchait les gens de s'occuper d'autres activités ;
- ce travail était fatigant ;
- il exigeait la participation de beaucoup de personnes surtout quand les caféiers avaient bien donné.

Conclusion sur le sous-thème.

Seules les conditions relatives aux tâches exécutées entre la récolte et la vente des grains de café ont été améliorées. Le travail des producteurs a été allégé par le fonctionnement des usines de dépulpage - lavage du café.

II.2.8. La sécurité sociale

Tableau nº 14: Présentation des données relatives aux conditions de sécurité sociale.

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
Les cas de vol de grains de café n'existent plus grâce à la création des usines de dépulpage - lavage du du café. Le café récolté est directement acheminé vers l'usine.	53	46,03
Les pistes ont réduit les dangers qui pouvaient être courus quand en se déplaçant, on empruntait les savanes.	49	42,61
Quand la production a permis une épargne monétaire, on se sent sécurisé parce qu'on sait qu'on aura de l'argent pour satisfaire un besoin imprévu.	17	14,78

Dans l'ensemble des informations recueillies, nous avons relevé trois indicateurs en rapport avec les conditions de sécurité sociale. Le premier indicateur est apparu chez 53 personnes sur les 115 qui formaient l'échantillon. Pour elles, le fonctionnement des usines de dépulpage - lavage du café a éradiqué les vols des grains de café. Quand le café est cueilli et est directement acheminé vers l'usine, les voleurs n'ont plus l'opportunité de trouver où le voler. 46,09 % étant la proportion des interviewés qui ont donné ce point de vue, nous voyons qu'il ne sont pas nombreux.

Le deuxième indicateur a été moins souligné par rapport au premier. D'après les informations recueillies, voici les dangers qui étaient fréquents avant la mise en place des pistes de pénétration :

- les morsures de serpents ;
- les gens se blessaient souvent en heurtant des pierres et des racines d'arbres ;
- on se trompait souvent du chemin à prendre ;
- on pouvait facilement tomber dans un trou et se faire une fracture ou une entorse.

Conclusion sur les premier et deuxième indicateurs

La S.R.D. KIRIMIRO a contribué dans l'amélioration des conditions de sécurité de la population que nous avons interrogée. Nous rappelons ici que dans l'élucidation de certains termes qui ont servi à bâtir nos hypothèses, nous avons distingué la "sécurité" de la "sécurité sociale". Cette première ayant été définie comme une situation où l'on a aucun danger à craindre. Les dangers qui ont disparu grâce à l'encadrement de la S.R.D. ont été plus haut cités.

Les conditions relatives à la sécurité sociale feront la trame des analyses axées sur le troisième indicateur du présent sous-thème.

Selon la proportion des individus qui ont cité le troisième indicateur, 14,78 % de gens trouvent dans l'épargne monétaire un moyen de sécurité parce que permettant de prévenir les événements défavorables. Pourtant selon les données relatives aux conditions de l'épargne, nous avons relevé un pourcentage élevé d'interviewés qui ont ouvert des comptes à la COOPEC, donc qui ont réalisé une épargne monétaire (73,91 %). Ici se pose une interrogation: si l'épargne des 14,78 % des interviewés a été motivé par le besoin de sécurité, quels sont les mobiles de l'épargne pour les 59,13 % restants ? Voici la réponse que nous donnons à la question: en participant à l'épargne rurale dans les COOPEC, les 59,13 % de nos informateurs cherchaient un endroit sûr où ils déposeraient progressivement leur argent jusqu'à ce qu'ils atteignent une somme capable de garantir un investissement ou une consommation quelconque. Par exemple, l'achat d'habits, la construction d'une maison, la paye de la dot, les dépenses pour le mariage, etc. Force nous est de faire remarquer que nous sommes en présence d'un monde rural aux revenus monétaires bas. Cette élucidation que nous venons de donner cadre de près avec le raisonnement de

Marc PENOUIL sur l'épargne rurale :

> "En milieu rural, une fraction très importante du revenu additionnel est épargnée... Il est cependant possible que cette épargne débouche ultérieurement sur des consommations ostentatoires ou sociales"(1)

Conclusion sur le troisième indicateur :

La croissance du revenu a favorisé l'épargne monétaire. Mais, cette dernière vise moins le besoin de sécurité (c'est-à-dire la prévention des événements défavorables) que la "consommation différée" (2). La sécurité sociale sous sa forme de prévoyance individuelle (c'est-à-dire que l'individu prélève volontairement sur son capital ou sur son revenu une part épargnée sur sa consommation ou sur ses investissements et l'affecte à la garantie des risques éventuels) est loin d'être réalisée par tout le monde.

II.2.9. Les possibilités de transport

Tableau n° 15: Présentation des données relatives aux possibilités de transport.

Indicateurs	Fréquence (sur 115)	Pourcentage
Les pistes de pénétration ont contribué au désenclavement des collines. Des véhicules peuvent y accéder, ce qui n'existait pas avant.	23	20
Ceux à qui la production a permis d'acheter un vélo circulent aisément depuis la mise sur place des pistes de pénétration.	13	11,30

D'après les données de ce tableau, deux possibilités de transport sont mises en exergue par quelques informateurs. 23 de ces derniers (soit 20 %) disent que la S.R.D. a contribué au désenclavement des collines par le fait que les véhicules y ont

(1) PENOUIL (Marc), Op.cit. p 92

(2) Le terme est de Marc PENOUIL. Voir Mar PENOUIL, Op.Cit. p 91

accès grâce aux pistes de pénétration. Cet indicateur présente une faible fréquence. Pour nous , cela signifie que même si le transport par véhicules est déjà connu dans le milieu rural, il n'est qu'occasionnel.

Pour 13 interviewés, une autre possibilité de transport qui a été favorisée par la S.R.D. est le déplacement sur des vélos. Avec l'existence des pistes de pénétration, les producteurs ruraux à qui la production agricole a permis d'acheter des vélos trouvent de la facilité à les faire circuler. L'indicateur présente une fréquence plus faible que celle du précédent: 13 contre 23. Ce fait montre que peu de producteurs ont pu se procurer ce moyen de transport.

Conclusion sur le sous-thème.

La mise sur pied des pistes de pénétration sur les différentes collines encadrées par la S.R.D. KIRIMIRO a facilité deux possibilités de transport: la circulation des véhicules et celle des vélos. Toutefois, les faibles fréqences de ces indicateurs nous montrent que très peu de gens utilisent les dites possibilités de transport. Nous rendons à l'évidence en dernière analyse que les conditions relatives aux possibilités de transport n'ont pas connu un développement remarquable chez la population interrogée.

TROISIEME PARTIE : SYNTHESE DES RESULTATS ET CONCLUSION GENERALE

Au début de ce travail, nous nous étions proposée de dégager l'impact psycho-sociologique de la S.R.D. KIRIMIRO sur la population bénéficiaire. C'est dans cette troisième et dernière partie qu'il nous est donné d'apprécier si notre objectif initialement avoué a atteint son terme. Cette évaluation externe (l'expression a été expliquée plus haut) visait la recherche de la situation réellement obtenue suite à l'installation et à l'opération de la S.R.D. KIRIMIRO. La mesure de cet impact a été faite par l'intermédiaire des transformations dues, de manière plus ou moins immédiate, aux réalisationsde la S.R.D. Notre choix s'est porté sur les ménages comme unités minimales d'observation.

Il nous est apparu nécessaire de diviser cette partie en deux sections. La première mettra en évidence les résultats auxquels nous avons abouti; la deuxième donnera la conclusion générale.

III.1. Synthèse des résultats

Au cours de la période qui va de l'année 1980 (date de création de la S.R.D. KIRIMIRO) à l'année 1987 (fin de la première phase de l'opération), le milieu rural de la zone d'intervention dudit projet a été soumis à un processus de transformation. Les résultats auxquels notre enquête nous a fait aboutir vont nous le montrer. Deux thèmes ont été dégagés de l'ensemble des données de l'enquête :

1. L'acceptation de la S.R.D. KIRIMIRO par la population rurale.
2. L'amélioration des conditions de vie.

L'analyse des données relatives au premier thème nous a fait découvrir, chez la population interviewée, une prise en charge des activités lui proposées. Le thème révèle, en effet, que les interviewés sont satisfaits des réalisations de la S.R.D. Le mobile majeur de participation qui est apparu dans les propos des 115 individus qui constituaient l'échantillon est la recherche d'une production meilleure. Ces bénéficiaires affirment avoir produit plus depuis qu'ils participent aux programmes d'encadrement agricole. Aussi, ont-ils une image positive de la S.R.D. Pour 80 % des interviewés, la S.R.D. n'a aucun point négatif.

Compte tenu des données relatives au deuxième thème, le processus de transformation subi par les ménages qui ont fait objet de notre enquête se traduit par une amélioration de certaines conditions de vie :

1. L'amélioration de l'alimentation et de la nutrition. Pour 93,11 % des interviewés, il n'existe plus, au cours de l'année, des périodes de pénurie alimentaire. Et 80 % parviennent à satisfaire la consommation locale et à produire un surplus qui est vendu au marché en vue de la satisfaction d'autres besoins de consommation.

2. La stimulation de l'épargne rurale monétaire par la croissance du revenu: cette épargne l'emporte sur l'épargne en nature. Mais, elle vise moins le besoin de sécurité que la consommation différée. 73,91 % des interviewés ont ouvert des comptes dans les COOPEC, mais seulement 14,78 % y voient un moyen de prévention des événements défavorables. Pour les 53,13 % restants, cette épargne est faite pour une consommation différée. Elle aboutit à des consommations ostentatoires ou sociales, au bout d'une courte période. Par exemple: l'achat des semences, l'achat des habits, la construction d'une maison, la paye de la dot, les dépenses lors du mariage, etc.

3. L'amélioration de la production agricole s'est accompagnée de celle de l'habillement. Le revenu additionnel ayant augmenté, il pourvoit dans la subvention de divers besoins de consommation dont l'habillement. Mais, il nous a semblé que l'aspect esthétique de l'habillement n'est pas très prononcé: 40 % des interviewés en ont manifesté le souci.

. L'amélioration de l'habitat rural a été entreprise par 37,39 % es interviewés. Elle se manifeste par la construction de logements eufs, plus solides et plus décents que les maisons traditionnelles. ais l'équipement des maisons en tout le matériel nécessaire reste un roblème pour nombre de ces agriculteurs.

. La S.R.D. KIRIMIRO a contribué dans la promotion de l'éducation ormelle dans la mesure où les revenus monétaires tirés de la production méliorée aident les parents à payer les frais de scolarité et le atériel scolaire de leurs enfants.
ais très peu de gens (12,91 % des interviewés) éprouvent le besoin 'une éventuelle éducation des adultes.

. En considérant l'ensemble des fonctionsdu "système de santé" tel ue ce dernier a été décrit par Jean-François MYS (1), nous avons onstaté une amélioration remarquable des conditions sanitaires au iveau de la fonction de la prévention sanitaire. En effet, pour 96,52 % es interviewés, l'utilisation de l'eau des sources aménagées par la .R.D. KIRIMIRO a fait disparaître beaucoup de maladies.
oujours dans le cadre de la prévention sanitaire, la production limentaire suffisante trouve sa place dans l'entretien de la santé. eu de gens parmi les informateurs (11,30 %) ont pris conscience de e dernier avantage, bien qu'ils soient nombreux à avoir obtenu une ugmentation de la production agricole. L'évidence est ici nette que a population encadrée a également besoin d'une éducation sanitaire. ous pensons que l'extension du programme "Nutrition et Hygiène" dans outes les communes de la zone S.R.D. y produirait les effets escomptés t comblerait cette lacune. La deuxième fonction du système de santé avoir connu une amélioration est celle des soins médicaux. De par 'augmentation des revenus monétaires, les bénéficiaires ont obtenu lus de moyens pour se payer les soins de santé. Le transport des alades vers les hôpitaux et les centres de santé a, de son côté, onnu une faible amélioration.

---

(1) MYS (Jean-François), Op. cit., p18.

7. L'amélioration des conditions de travail: les durs travaux de dépulpage, de lavage et de séchage des grains de café n'incombent plus aux producteurs, mais aux usines créées par la S.R.D., à cet effet.

8. L'amélioration de la sécurité :
   - les vols de café n'ont plus cours grâce à la création des usines de dépulpage - lavage.
   - la création des pistes de pénétration sur les collines a fait disparaître quelques accidents qui se produisaient pendant le déplacement. Par exemple: les morsures de serpents, les blessures, les fractures,...

9. Une faible amélioration des possibilités de transport. Grâce aux pistes de pénétration, des véhicules peuvent circuler sur les collines, et les vélos se déplacent facilement, sans encombre.

III.2. Conclusion générale.

En partant des éléments de la section précédente, que conclure de la vérification des hypothèses de recherche initialement formulées ?

a) Les hypothèses particulières.

1. L'amélioration de la production a trouvé sa confirmation
2. Il en est de même pour l'amélioration de l'alimentation et de de la nutrition.
3. La reconnaissance de l'importance de l'épargne par rapport à la consommation immédiate est devenue une réalité chez la population interrogée. Et cette épargne est, pour la majorité, monétaire. L'épargne en nature a moins de clients que la précédente. Toutefois, nous avons constaté que l'épargne monétaire réalisée vise plus une consommation différée que la prévention des événements défavorables.
4. L'habillement a été amélioré, mais la recherche de l'aspect utilitaire l'emporte sur celle de l'esthétique.
5. Dès que les moyens le leur permettent, les gens construisent des logements neufs, plus solides et plus décents que les maisons traditionnelles.

6. L'hypothèse qui supposait l'accroissement de l'intérêt pour la scolarisation des enfants a été également confirmée.
7. Avec l'encadrement de la S.R.D. KIRIMIRO, la population bénéficiaire a plus profité des services du "système de santé". Trois de ses fonctions sont couvertes :
   La prévention sanitaire, les soins médicaux et le transport des malades.
8. Les conditions de travail améliorées sont celles relatives au dépulpage, au lavage et au séchage des grains de café.
9. La disparition des cas de vol de café et de quelques accidents qui pouvaient se produire pendant le déplacement (les morsures de serpents, les blessures, les fractures,...) constitue l'indice probant d'un certain renforcement de la sécurité.
   Nous avons constaté que la recherche de la sécurité sociale par la prévoyance individuelle, entendre par le fait de prélever volontairement sur son capital ou sur son revenu une part épargnée sur la consommation ou sur les investissements et de l'allouer à la garantie des risques éventuels, est loin d'être réalisée par tout le monde.
10. L'hypothèse qui supposait la naissance d'un intérêt pour les loisirs et les activités récréatives a été infirmée. Nous avons découvert, à travers les données de l'enquête que ces activités ne sont guère sur la liste des programmes quotidiens des interviewés.
11. La dernière hypothèse particulière formulée a été confirmée. En effet, le traçage des pistes de pénétration sur les collines par la S.R.D. KIRIMIRO a facilité deux possibilités de transport: la circulation des véhicules et celle des vélos. Mais elles sont encore loin d'être exploitées par tous les habitants ruraux.

Nous sommes, en fin de compte, amenée à dire que seulement une hypothèse particulière a été infirmée: celle qui supposait que l'encadrement de la population rurale par la S.R.D. KIRIMIRO aurait suscité, chez elle, la naissance d'un intérêt pour les loisirs et les activités récréatives.

Les autres indicateurs que nous avions retenus pour le concept du niveau de vie ont trouvé des transformations opérées chez la population interrogée depuis qu'elle bénéficie de l'encadrement de la S.R.D.

B) L'hypothèse générale.

Compte tenu des résultats auxquels nous venons d'aboutir nous nous rendons compte que notre hypothèse générale de recherche a été globalement confirmée. Celle-ci stipulait que la population bénéficiaire des activités de la S.R.D. KIRIMIRO en matière de développement rural connaîtrait, depuis l'installation de ladite société, une modification de la mentalité et une amélioration des conditions de vie. Cela revient à dire que la participation à ces activités aurait amené cette population à adopter de nouvelles habitudes sociales, et le revenu amélioré aurait augmenté le niveau global de consommation.

Les nouvelles habitudes sociales adoptées sont par exemple, la culture et la consommation de nouvelles variétés de plantes inhabituelles comme le soja, la participation à l'épargne rurale, la recherche de l'esthétique dans l'habillement, l'abandon des maisons traditionnelles dans la mesure du possible, le dépassement de l'économie de subsistance, etc. Mais, convient-il de noter que cette adoption de nouvelles habitudes sociales n'est pas généralisée chez tout le monde (voir à ce sujet les fréquences des informations obtenues de l'enquête dans le tableau n° 5).
La production actuelle, supérieure à celle d'avant l'opération de la S.R.D. KIRIMIRO a entrainé l'amélioration du revenu et l'augmentation du niveau global de consommation. Ce dernier se traduit par l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition, l'augmentation des dépenses dans l'habillement, dans la construction de logements neufs, solides et décents, dans la scolarisation des enfants, l'amélioration des services du "système de santé",...

L'ensemble des nouvelles habitudes sociales adoptées et des changements opérés au niveau des conditions de vie constitue l'impact psycho-sociologique de la S.R.D. KIRIMIRO sur la population bénéficiaire.

La question cruciale qui se pose maintenant est celle de savoir si ces résultats obtenus sont généralisables à toute la population rurale bénéficiaire de l'encadrement de la S.R.D. KIRIMIRO.

Nous rappelons que la population bénéficiaire de l'encadrement de la S.R.D. ne correspond pas à tous les habitants de la région. Il est vrai qu'une personne qui y réside peut, d'une façon ou d'une autre, tirer profit des avantages résultant des programmes de la S.R.D., mais le vrai bénéficiaire reste celui qui participe dans les deux sens de "donner" et "recevoir".

Ayant choisi un échantillon représentatif, nous sommes à même de généraliser les résultats auxquels nous avons abouti à toute la population "bénéficiaire" des activités de la S.R.D. KIRIMIRO. Nous épousons à ce propos les vues de Gilbert DE LANDESHEERE qui affirme

> qu"échantillonner, c'est choisir un nombre limité d'individus, d'objets ou d'événements dont l'observation permet de tirer des conclusions (inférences) applicables à la population entière (univers) à l'intérieur de laquelle le choix a été fait"(1)

Au niveau de l'introduction du présent travail, nous avions souligné que le but des structures d'encadrement de la population rurale mises en place au BURUNDI est d'encadrer et d'encourager les agriculteurs et les éleveurs à dépasser l'auto-subsistance pour améliorer leurs performances et, en conséquence, leurs conditions d'existence. Nous venons de voir, à travers l'expérience de la S.R.D. KIRIMIRO dont l'encadrement est essentiellement agricole et social, que la réussite de cet objectif a déjà pris ses racines ...

---

(1) DE LANDSHEERE (Gilbert), Introduction à la recherche en éducation, 5e édition, Armand Colin-Bourrelier, Paris, 1982 p 382.

Deux raisons nous poussent à parler, ici, d'un enracinement plutôt que d'une réussite totale :

1. Comme nous l'avons vu plus haut avec Perroux, la croissance économique est une augmentation soutenue de la production et de l'emploi. Parallèlement, sans doute sommes-nous amenée à affirmer que les transformations opérées par la S.R.D. KIRIMIRO doivent être soutenues et intensifiées. Ainsi, l'institution gardera sa mission de développer la zone lui confiée.
2. Le nombre d'habitants ruraux du KIRIMIRO est supérieur à celui des bénéficiaires (selon la définition retenue) des activités de la S.R.D. Or, la participation de tout le monde serait un grand atout pour la réussite totale de l'objectif précité.

Nous soulignons, avant de terminer, que nous ne pouvons pas prétendre avoir abouti à des résultats péremptoires rendant compte de ce que peut exactement être l'impact psycho-sociologique de la S.R.D. KIRIMIRO sur la population bénéficiaire. . Nous n'avons pas non plus épuisé tous les aspects du phénomène à l'étude. D'autres chercheurs qui voudront faire bénéficier leur réflexion à ce domaine de recherche pourront nous épauler. L'on pourrait, par exemple, chercher à expliquer pourquoi les variables "sexe" et "âge" n'ont pas influencé l'opération des transformations mises en évidence par cette étude.

Nous pensons, toutefois, que notre travail d'évaluation, si modeste soit-il, aura contribué à l'éclaircissement des processus de transformation d'un milieu rural par l'opération d'un projet de développement.

Comme "l'ensemble des enquêtes de suivi a pour fonction principale de fournir les éléments d'appréciation nécessaires à l'exercice d'une maîtrise sur le processus de transformation du milieu rural, tout au long de l'opération d'intervention"(1),

---

(1) République française, Ministère de la Coopération et du développement, Op. Cit., p 22

cette évaluation pourra servir de guide à tous les animateurs du milieu rural au BURUNDI. Nous pensons entre autres aux projets de développement rural dont la S.R.D. KIRIMIRO qui a servi de base à nos réflexions.

La présente étude ayant mis en évidence des habitudes sociales en transformation chez la population bénéficiaire des activités de la S.R.D. KIRIMIRO, le projet de recherche dans lequel elle s'inscrit (nous en avons parlé au niveau de l'introduction, précisément à la page 4.) pourra y puiser des éléments. Nous pensons, en effet, que les habitudes sociales constituent un indicateur de la notion de "mentalité". L'analyse de l'impact des projets de développement sur la mentalité des bénéficiaires considérerait, dans ce sens, l'évolution des habitudes sociales.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages généraux.

1. ALBOUY (Serge), Eléments de sociologie et de psychologie sociale, Privat, 1976
2. AUJOULAT (Louis-Paul), Action sociale et développement, Paris, Armand Colin, 1969
3. BAECK (L), Etude socio-économique du centre extra-coutumier d'USUMBURA, Académie royale des sciences coloniales, Bruxelles, 1957.
4. BARRE (R.), Niveaux de développement et politique de croissance, Cahier ISEA, série F, n° 11, Avril 1958
5. BENOT (Yves), Qu'est-ce que le développement ? Paris, Maspero, 1973.
6. CASSE (Pierre), Participation et développement, New-York, Notes de cours renéotées, Mars 1981
7. DANEL (J.M.), FUNEN (J.M.) et LE GALL (M), Guide d'évaluation a posteriori des opérations de développement rural, Paris, Ministère de la Coopération, SEDES, 1980
8. DE LANDSHEERE (G), Introduction à la recherche en éducation, 5e édition, Armand Colin-Bourrelier, Paris, 1982.
9. DIAKITE Guimbala, Développement à la carte, Dakar Nouvelles Editions Africaines, 1978
10. DOUBLET (Jacques), Sécurité sociale, PUF, Paris, 1967
11. DUPRIEZ (Hugues), Paysans d'Afrique Noire, Nivelles, Terres et Vie, 1980.
12. FESTINGER (Léon) et Daniel KATZ, Dir, Les méthodes de recherche dans les sciences sociales, 2V, Paris, PUF, 1974
13. FREYSSINET (Jacques), Le concept de sous-développement, Paris, Mouton, 1966.
14. FUNEL (Jean-Marie), Le développement régional et sa problématique étudiés à travers l'expérience de Tahana (Niger) Paris, Ministère de la Coopération, 1976.
15. FURTADO (Celso), Développement et sous-développement, Paris, PUF, 1966.

16. GALBRAITH (John K.), Les conditions du développement économique, Edition revue et augmentée, Cambridge, 1964.

17. GENTIL (Dominique), Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural: Orientations méthodologiques, 2e édition modifiée et complétée, Paris, groupe de travail suivi-évaluation des projets, 1984.

18. HAGEN (Evert E.) Economie du développement, Paris, Economica, 1982.

19. KOCHERK (James E.) Développement rural, répartition du revenu et baisse de la fécondité, New York, Population council, 1974.

20. KING JR (John A.), Les projets de développement économique et leur évaluation, Paris, Dunod, 1969

21. LAMBERT (Denis-Clair), Les économies du Tiers-Monde, Paris, A. Colin, 1974.

22. LEBRET (L.J), Dynamique concrète du développement, Paris, Economie et Humanisme, Editions Ouvrières, 1967.

23. LELE (Uma), Le développement rural. L'expérience africaine, Publié pour la Banque Mondiale par ECONOMICA, Héricart, Paris, 1977.

24. LEON (Antoine), Manuel de psychopédagogie expérimentale, PUF, Paris, 1977.

25. LOSADA ALDANA (Ramon), La dialectique du sous-développement Paris, Anthropos, 1972.

26. MUCCHIELLI (Roger) L'entretien de face à face dans la relation d'aide. Connaissance du problème, Applications pratiques. 6e édition, Paris, Entreprise Moderne d'Edition, Librairies Techniques, ESF, 1970.

27. MUCCHIELLI (Roger), Le questionnaire dans l'enquête psychosociale. Connaissance du problème, Applications pratiques. 5e édition revue et augmentée, Paris, Entreprise Moderne d'Edition, Librairies Techniques, ESF, 1973.

28. MYS (Jean-François), La santé: consommation ou investissement, Economica, 1981, 261 p.

29. PAVLEVSKI (Jovan), Le niveau de vie en U.R.S.S. de la Révolution d'Octobre à 1980, Paris, Economica, 1975.

30. PELICIER (Yves) Dir, Univers de la psychologie, V1, Paris, Editions Lidis, 1977 - 1978.

31. PENOUIL (Marc), Economie du développement, Paris, Dalloz, 1972.

32. RUDLOFF (Marcel), Economie du Tiers-Monde, Paris, Cujas, 1977

33. SALBERG (J.F.) et WELSH-BONNARD (S), Action communautaire. Une introduction. Editions Ouvrières/Economie et Humanisme, Paris, 1970.

II. Revues et autres documents.

34. Agence de coopération culturelle et technique, cycle de perfectionnement des praticiens de la communication écrite en milieu rural, Niamey (Niger), 15 octobre au 11 novembre 1978.

35. Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Rapport annuel 1984.

36. République française, Ministère de la Coopération et du développement, Guide des enquêtes statistiques pour le suivi des opérations de développement rural, Coll "Méthodologie de la planification" SEDES, Paris 1981.

37. République du BURUNDI, Séminaire sur la définition de la stratégie de l'alphabétisation, BUJUMBURA, 1970;

38. République du BURUNDI, Ministère du Plan, Quatrième plan quinquenal de développement économique et social 1983 - 1987 Bujumbura, Ministère du Plan, 1984.

39. Secrétariat national permanent du Parti UPRONA, Actes du Deuxième Congrès National du Parti UPRONA, Bujumbura, 1985.

40. S.R.D. KIRIMIRO, Programme de travail 1986. Avant-projet.

41. S.R.D. KIRIMIRO, Rapport de janvier 1987.

42. UNICEF, Les carnets de l'enfance. Revue sur l'enfance, la jeunesse et les femmes dans le développement. N° 59/60: La participation communautaire. Difficultés et voies nouvelles. UNICEF, 1982.

III. Dictionnaires

43. BRANCIARD (M), Dictionnaire économique et social, coll. Initiation économique, Ed. Economie et Humanisme, les Editions Ouvrières, Paris, 1978.

44. ROHMER (Bruno) et WILLERVAL (Bernard), Dir, Petit Larousse en couleurs, Paris, Librairie Larousse, 1986.

IV. Cours et mémoire.

45. GAHONDOGO (Athanasie), Quelques images et représentations du développement chez des paysans de la zone de MUGERA à travers leur perception du "Centre de développement" local, Bujumbura, 1983.

46. MAJANGANYA (Pierre), Cours de Docimologie, Première licence- Université du BURUNDI- FPSE, Inédit, 1986 - 1987.

ANNEXES

I. Le guide d'entretien.

1. En kirundi.

a) La consigne.

Mushingantahe (Mupfasoni), jewe ndi umunyeshure wo mw'ishure kaminuza y'i Bujumbura. Uwu musi nabagendeye kuko musho-bora kumfasha ku bintu bimwe bimwe. Mu kugira duheze amashure, abakuru bacu baradusaba ngo twandike igitabu. Ubu rero nabagendeye kugira ngo tuganire, munyigishe ivyo nzokwandika muri ico gitabu. Nifuza yuko twoba turaganira ivyerekeye ibikorwa vya S.R.D. KIRIMIRO hano mu ntara yanyu.

Ubwa mbere, mwoshobora kumbarira imyaka mufise ?

b) Thèmes d'entretien et quelques questions.

b.1. Le développement agricole.

b.1.1. Le volet "Vulgarisation et encadrement".

1. S.R.D. irabaha inyigisho zitari zike. Izo nyigisho ni izihe ?
2. Mubona abantu bazijukira ? Gute ?
3. Izo nyigisho mubona zibafitiye akamaro ? Akahe ?

b.1.2. Le volet "Production agricole".

4. kuva S.R.D. itanguye kubafasha mu vy'indiro, mubona umwimbu wagenze gute ?
   - Umwimbu w'akawa
   - Umwimbu w'ibifungurwa.
5. None ivyimburwa vyanyu muraheza mukabikoresha gute ?
   - akawa
   - ibitoki
   - ibindi bifungurwa
6. Iyo mubigurishije amafranga muronka mwoba muyakoresha gute ?
7. Iyo umwimbu wabaye mwiza bibafasha gute mu ngo zanyu ?

b.2. Le génie rural

8. S.R.D. yarubakiye abanyagihugu amahinguriro yo gutonora n'ukuronga ikawa. Mubona akamaro kayo mahinguriro ari akahe ?

9. Hamwe hamwe barubatse amazi ya rusengo, ahandi naho biracari mu migambi. Ivyo bikorwa S.R.D. ifashanyamwo n'abadasigana hari ico mwoba muvyibazako ?

10. Mu bikorwa rusangi, hari aho muharura amabarabara mukabifashwamwo n'abakozi ba S.R.D. Mubona ivyo bifise akamaro ? Akahe ?

b.3. Nta kindi mwibaza ku bikorwa vya S.R.D. KIRIMIRO ?

2. La version française du guide d'entretien.

a) Consigne.

Monsieur (Madame), je suis une étudiante de l'Université du BURUNDI. Si je suis venue vous rendre visite, c'est surtout à cause de l'utilité que vous avez pour moi. En effet, avant de quitter les bancs de l'école, il nous est demandé de rédiger un travail de mémoire. Je suis venue vous demander un dialogue dans lequel vous allez m'apprendre les informations nécessaires à la rédaction de ce travail. J'aimerais que nous causions un peu sur les réalisations de la S.R.D. KIRIMIRO ici chez vous.

Pourriez-vous, avant de commencer, me dire l'âge vous avez ?

b) Thèmes d'entretien et quelques questions.

b.1.1. Le volet "Vulgarisation et encadrement".

1. La S.R.D. KIRIMIRO vous apprend assez de choses. Pourriez-vous m'en parler ?
2. D'après vos constatations, est-ce que les gens y participent ? comment ?
3. y a-t-il un profit à y participer ? Lequel ?

b.1.2. Le volet "Production agricole"

4. Depuis que vous bénéficiez de l'encadrement de la S.R.D., quelle a été l'évolution de la production ?
   - celle du café
   - celle des cultures vivrières

5. Quelles sont les utilisations de votre production
   - le café
   - la banane
   - les autres cultures vivrières

6. Pour quelles fins est-ce que vous utilisez votre argent dans le cas où vos produits sont vendus ?

7. Au cas où la production a été bonne, comment est-ce que votre famille en profite ?

b.2. Le génie rural.

8. La S.R.D. KIRIMIRO a construit des usines rurales pour le dépulpage et le lavage du café. Quelle est d'après vous, l'utilité de ces usines ?

9. Avec le concours de la population locale, la S.R.D. aménage des sources d'eau potable. Que pensez-vous de cette activité ?

10. Quelques fois au cours des travaux communautaires, vous tracez des pistes de pénétration sur les collines sous l'encadrement des agents de la S.R.D. Y a-t-il une utilité qui découlerait de l'existence de ces pistes ? Laquelle.

b.3. Auriez-vous un autre avis sur les travaux de la S.R.D. KIRIMIRO ?

II. LISTE DES CARTES

n° 1 : Situation de la zone S.R.D. KIRIMIRO par rapport à l'ensemble du pays.

n° 2 : La zone d'intervention 1987

n° 3 : La Commune NYABIHANGA

n° 4 : Les communes MUTAHO et BUGENDANA.

III. LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Analyse de la typologie de la participation d'Albert MEISTER par DIAKITE GUIMBALA.

Tableau n° 2 : Caractéristiques de la zone d'intervention de la S.R.D. KIRIMIRO.

Tableau n° 3 : La population interrogée dans la pré-enquête

Tableau n° 4 : Répartition de l'échantillon par colline de recensement.

Tableau n° 5 : Tableau synoptique des différents thèmes des données de l'enquête.

Tableau n° 6 : Présentation des résultats relatifs au sous-thème "Les mobiles qui sont à la base de la participation aux diverses activités de la S.R.D. sont les avantages que la population en tire".

Tableau n° 7 : Présentation des données relatives à l'image que la population a de la S.R.D. KIRIMIRO.

Tableau n° 8 : Présentation des données relatives aux conditions alimentaires.

Tableau n° 9 : Présentation des données relatives à la situation de l'épargne

Tableau n° 10 : Présentation des données relatives aux conditions d'habillement

Tableau n° 11 : Présentation des données relatives aux conditions de l'habitat.

Tableau n° 12 : Présentation des données relatives aux conditions éducatives.

Tableau n° 13 : Présentation des données relatives aux conditions sanitaires

Tableau n° 14 : Présentation des données relatives aux conditions de sécurité sociale

Tableau n° 15 : Présentation des données relatives aux possibilités de transport.